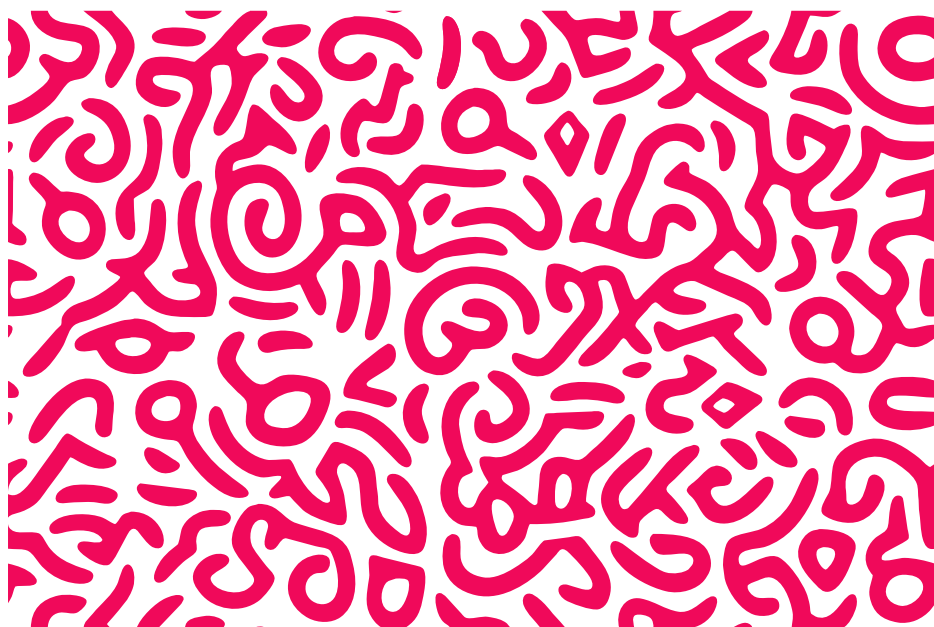

LE TEMPS DES POSSIBLES

Manifeste de Génération·s



PRÉAMBULE

Septembre 2026. La France vient de traverser l'été le plus chaud de son histoire. Voilà deux ans que le Président de la République a refusé de reconnaître le résultat des élections législatives et maintient sa politique ultralibérale par un déni démocratique brutal. A moins d'un an de l'élection présidentielle, l'extrême droite est créditée en tête de tous les sondages. A l'international, le fascisme prospère et piétine chaque jour un peu plus les droits humains et ses promesses d'égalité, en toute impunité.

Le dérèglement climatique, l'affaiblissement démocratique, l'explosion des inégalités et la montée de l'extrême droite sont autant d'urgences interconnectées qui convergent aujourd'hui vers un même point de bascule. Il est vertigineux. Y répondre exige ce qui a permis, hier, de faire reculer d'autres époques sombres : un élan collectif, la conviction que nous pouvons aspirer à mieux.

Ce désir de justice n'est pas nouveau. Il traverse l'histoire de celles et ceux qui, à chaque moment décisif, ont refusé l'ordre établi et transformé leur colère en conquêtes : des mineurs de Carmaux à Jaurès, du Front populaire et de ses congés payés au programme du Conseil National de la Résistance, des luttes féministes aux combats antiracistes et anticolonialistes, de Mai 68 aux mouvements altermondialistes. Nous sommes les héritier-es de cette histoire et nous en assumons la responsabilité. Elle nous a appris une chose, que toutes les victoires confirment et que toutes les défaites rappellent : on ne change le monde qu'ensemble.

Ce qui se joue dans les mois qui viennent, c'est la nature même de notre société pour les décennies à venir : soit nous laissons le champ libre à l'extrême droite et à ses commanditaires, soit nous opposons à leur projet de haine et de domination un projet de transformation radicale, ancré dans les valeurs républicaines les plus exigeantes. Liberté. Égalité. Fraternité.

Ce manifeste est notre boussole. Il dit ce que nous voyons, ce que nous voulons, et comment nous entendons y parvenir.

Benjamin Lucas-Lundy et Hella Kribi-Romdhane,
Co-coordonateur·ices de Génération-s

SOMMAIRE

I. Une période de basculements qui exige le sursaut 4

1. L'imbrication des crises écologiques : l'impasse d'un système à bout de souffle 4

2. L'explosion des inégalités : séparatisme des riches et radicalisation du capital 7

3. Une démocratie abîmée par la brutalisation du pouvoir et le recul des libertés civiles 11

4. La menace de l'extrême droite : un danger immédiat pour nos vies 15

II. Un projet d'espoir et de transformation radicale 20

1. Liberté : le pouvoir réel sur sa vie 20

2. Pour une égalité réelle et émancipatrice 35

3. Un nouveau Pacte de Fraternité, pour une société du soin, du lien et de l'accueil 45

III. Le chemin : l'unité et la victoire 55

I. UNE PÉRIODE DE BASCULEMENTS QUI EXIGE LE SURSAUT

1. L'imbrication des crises écologiques : l'impasse d'un système à bout de souffle

Depuis le XIXe siècle, convaincus de leur toute-puissance, les pays riches ont exploité sans frein les ressources naturelles et méthodiquement dégradé notre environnement au nom d'une course au progrès pensée comme naturelle. Alors que la brutalité des conséquences de nos choix passés se fait chaque jour plus visible, un changement de paradigme s'impose. Peut-on parler de progrès quand nos activités finissent par menacer concrètement l'habitabilité de la planète pour l'humanité et le vivant dans son ensemble ? C'est par là que nous commençons, parce que la catastrophe écologique en cours est le révélateur le plus implacable de l'impasse dans laquelle le capitalisme nous a conduits. Elle en est le produit logique : l'aboutissement prévisible d'un régime économique fondé sur la prédation et la croissance sans limite.

Les faits sont là, sans appel. Sept des neuf limites planétaires définies par la communauté scientifique sont aujourd'hui dépassées : des seuils à partir desquels l'équilibre du système Terre est sérieusement menacé. La biodiversité s'effondre : la planète a perdu 73 % de ses animaux sauvages depuis 1970, 85 % pour les espèces d'eau douce. La déforestation et l'agriculture intensive détruisent les habitats à une vitesse que le changement climatique ne fera qu'accélérer. Les crises écologiques sont multiples et se renforcent mutuellement : le dérèglement climatique accroît la pression sur des terres arables de plus en plus artificialisées ; la ressource en eau se raréfie au même moment que les sols et les aliments regorgent de polluants éternels. Les réponses ne sont donc pas univoques et peuvent être antinomiques. Par

exemple, la nécessaire électrification des usages implique une production énergétique croissante qui pèse sur les ressources rares, sur la ressource en eau et sur la biodiversité. Pour décider et arbitrer, le besoin du politique et d'une délibération collective est d'autant plus renforcé, à rebours de solutions technocratiques ou seulement marchandes.

Ces alertes sont anciennes. Le rapport Meadows les formulait dès 1972. Trente COP ont depuis accumulé les engagements, les promesses et les reports. Les objectifs fixés par celle de Paris en 2015 sont pour la plupart restés lettre morte. Le dépassement du seuil de 1,5°C de réchauffement climatique qu'ils devaient prévenir est désormais inéluctable. Pour justifier l'inaction, plusieurs impostures nous enferment. Au-delà du climatoscepticisme crasse, l'illusion d'une « croissance verte », qui prétend que le même système ayant produit la crise peut la résoudre, pourvu qu'on lui attribue des étiquettes écologiques. Son pendant le plus aveugle, ou le plus mensonger, parie sur des solutions technologiques pour poursuivre la fuite en avant productiviste sans aucune remise en question. Les fantasmes de conquête spatiale d'Elon Musk ou de Jeff Bezos sont un des symboles les plus frappants de cette idéologie mortifère qui refuse de penser ses propres limites : coloniser Mars, exploiter les ressources lunaires, au prix d'infrastructures démesurément polluantes. Derrière la rhétorique de la « sauvegarde de l'humanité », le même projet demeure : celui d'une croissance infinie, permise par l'extension de la frontière de la prédation au-delà de la Terre elle-même.

De même, le développement exponentiel des technologies numériques, parmi lesquelles l'intelligence artificielle, est présenté par ses promoteurs comme une opportunité salvatrice. Derrière l'illusion de « dématérialisation », les coûts énergétiques et environnementaux explosent. La consommation en électricité combinée des GAFAM avait déjà plus que doublé entre 2017 et 2021, avant même l'avènement de l'IA générative. Aujourd'hui, 45 % des centres de données, dont le fonctionnement requiert des millions de litres d'eau chaque jour, sont situés dans des zones où cette ressource est en tension. Ces discours techno-solutionnistes permettent de contourner la seule priorité qui devrait compter : remettre en cause un modèle économique à bout de souffle, incompatible avec les limites physiques de notre planète.

Ces dernières années, le blocage s'est mué en offensive. Après le mouvement des Fridays for Future de 2019 porté par la jeunesse du monde entier, la condamnation de la France pour inaction climatique en 2021 dans le cadre de l'Affaire du Siècle et les promesses d'un « monde d'après » Covid-19, force est de constater que le vieux monde a rapidement repris ses droits. Le backlash écologique qui s'installe ces dernières années est une contre-offensive délibérée et particulièrement violente. Elle se manifeste dans les décisions et les actes politiques (recul des normes environnementales, chantier de l'A69, mégabassines...), mais aussi dans le langage : les militant·es écologistes se muent en écoterroristes, les mesures prises pour protéger l'habitabilité de notre planète en « écologie punitive ». En Europe, le Pacte Vert, fruit d'années de plaidoyer et de négociations, a été détricoté avant même sa mise en œuvre. Pourtant, en 2025, 2,13 millions de Français·es ont signé la pétition contre la loi Duplomb. Plus de 90 % des Français·es se déclarent préoccupé·es par les enjeux environnementaux et estiment qu'il faut renforcer les protections. Le peuple a conscience de l'urgence : ce sont ses dirigeants qui la nient, sous la pression de ceux qui en profitent, des lobbies fossiles à ceux de l'agro-industrie en passant par les big tech.

Car la question écologique est, fondamentalement, une question sociale. Les 1 % les plus riches émettent autant de gaz à effet de serre que les deux tiers les plus pauvres de l'humanité réunis. Leurs seules émissions de 2019 suffiront à provoquer 1,3 million de décès supplémentaires liés à la chaleur au cours des prochaines décennies, selon Oxfam. Une cinquantaine de milliardaires émettent autant de CO2 en 90 minutes qu'une personne moyenne durant toute sa vie. Et ce sont les plus pauvres qui paient la facture en premier : en France, dans les quartiers populaires, 62 % des habitant·es n'ont pas accès à un espace frais lors des vagues de chaleur. À l'échelle mondiale, les populations des Suds et les peuples autochtones sont les premiers à subir les conséquences de décisions qu'ils n'ont pas prises. La répartition inégale des responsabilités et des souffrances face au dérèglement climatique est une réalité documentée et un scandale politique qui porte un nom : le racisme environnemental.

Anthropocène ou capitalocène ? Si le terme « anthropocène » dit quelque chose de vrai sur la violence du basculement géologique qui

a eu lieu, il risque d'en diluer la responsabilité dans une « humanité » abstraite et indifférenciée. « Je suis très inquiet de la capacité qu'a ce concept d'anthropocène de renforcer cette vieille farce bourgeoise selon laquelle la responsabilité des problèmes émanant du capitalisme reviendrait à l'humanité tout entière », avertissait Jason W. Moore, sociologue et membre du Réseau de recherche sur l'écologie-monde. Nous lui préférons le capitalocène : le changement climatique provient d'un régime économique précis, fondé sur l'extraction de matières premières et l'appropriation d'énergie non payée, une prédation longtemps considérée comme allant de soi et qui touche aujourd'hui à ses propres limites physiques. Le changement climatique, tout comme l'immobilisme politique pour y répondre, sont le résultat des choix d'une oligarchie possédante qui organise sa domination.

Si le maintien de cette domination peut se faire au prix de l'habitabilité de notre planète, c'est parce qu'elle s'accommode avec aisance du sacrifice de la majorité au profit de quelques-uns. Cette logique de prédation organisée ne s'arrête pas aux frontières de l'écologie : elle structure l'ensemble des rapports économiques et sociaux du régime capitaliste, et s'est particulièrement intensifiée depuis une quarantaine d'années.

2. L'explosion des inégalités : séparatisme des riches et radicalisation du capital

L'explosion des inégalités à laquelle nous faisons face aujourd'hui est le résultat de choix politiques qui favorisent partout la logique de marché plutôt que le bien commun.

La mécanique : quarante ans de financiarisation organisée. Depuis les années 1980, la libéralisation des marchés, la dérégulation financière et la généralisation de l'évasion fiscale à l'échelle internationale ont construit un régime économique fondé sur la spéculation. Les politiques monétaires accommodantes des années 2010 ont amplifié le phénomène : l'argent bon marché des banques centrales n'a pas irrigué l'économie réelle, il a gonflé la valeur des actifs immobiliers et financiers, sans commune mesure avec la création de richesse effective. L'avènement politique du néolibéralisme n'a fait qu'accélé-

rer cette dynamique d'accumulation. En France, la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de plus de 70 % dans les années 1970 à moins de 65 % aujourd'hui : 62 milliards d'euros par an en moins pour la rémunération du travail, soit 250 euros par mois et par travailleur·euse selon la CGT.

Plus encore que les inégalités de revenus, les inégalités de patrimoine témoignent de la bascule vers un capitalisme oligarchique. D'après l'Insee, les 10 % des ménages les plus riches détiennent près de la moitié du patrimoine des Français·es ; les 50 % les plus pauvres n'en possèdent que 7 %. La fiscalité aggrave le tableau : pour chaque dollar collecté en impôts au niveau mondial, seuls 4 centimes proviennent des impôts sur le patrimoine des plus riches. Aux États-Unis, le taux marginal de l'impôt sur le revenu était de 70 % dans les années 1980 ; les droits de succession montaient à 77 % jusqu'en 1975. Ces taux ont été méthodiquement abaissés partout dans le monde et avoisinent les 40% aujourd'hui. Moins taxé, le capital croît pourtant plus vite que les revenus du travail. Une classe de multi-propriétaires immobiliers bloque désormais l'accès au logement à la jeunesse, tandis que l'optimisation fiscale des transmissions garantit une reproduction sociale accrue. Nous courons vers une société de rentiers, dont la richesse repose sur un capital financiarisé sans base productive, et qui alimente les chocs écologiques et géopolitiques.

La conséquence aujourd'hui : une explosion des inégalités qui ne fait que s'accélérer. Depuis 2020, les 1 % les plus riches mondiaux ont capté près des deux tiers des nouvelles richesses créées. C'est la « décennie des milliardaires ». Douze milliardaires possèdent aujourd'hui autant que la moitié de l'humanité. En France, 53 milliardaires possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population. Leur nombre a été multiplié par trois en dix ans, leur fortune par quatre. Sur la même période, pour 100 euros de richesse créée dans notre pays, 35 euros ont été captés par les 1 % les plus riches, 32 euros par les 9 % suivants, et seulement 8 euros par les 50 % les plus pauvres. Pendant ce temps, 10 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté monétaire. Seulement 54 % des Français·es déclarent pouvoir « vivre correctement » en 2025. La jeunesse est particulièrement touchée par cette dynamique d'appauvrissement, privée de perspectives désirables face à un futur marqué par l'incertitude du

changement climatique, un marché du travail de plus en plus difficile d'accès, la multiplication des contrats précaires, et l'explosion des prix du logement : autant de mécanismes qui organisent leur relégation économique. En 2025, 48 % des étudiant-es avaient déjà renoncé à se nourrir pour des raisons financières, un tiers à se soigner.

Le séparatisme des riches : une sécession organisée. Les ultra-riches ne se contentent pas d'accumuler. Ils usent de leur pouvoir et de leur influence pour construire une société qui profite à leur caste et relègue la majorité à une position subalterne. La privatisation des services publics en est le vecteur le plus visible. Leur idéologie dessine une société où tout est marchandisé, où seuls ceux qui en ont les moyens peuvent jouir des droits proclamés comme universels : « quand tout sera privé, on sera privé de tout ».

Le résultat est partout visible. En 2025, 80 % des Français-es jugent que le système de santé s'est détérioré, tandis que le privé lucratif prospère : 9 cliniques privées sur 10 appartiennent à des grands groupes. Plus de 4 millions de personnes sont mal logées en France, tandis que 3,5% des ménages possèdent à eux seuls un quart du parc immobilier privé. Le réseau ferré s'affaiblit alors que les besoins de mobilité augmentent. Pendant que le budget de l'enseignement supérieur est asséché et que toutes les universités publiques françaises présentent un budget en déficit pour 2026, le privé accueille aujourd'hui 26 % des étudiant-es, contre seulement 13 % dans les années 1990.

L'argument du manque d'argent, brandi pour justifier cet assèchement, est une imposture. Chaque année, l'État verse 211 milliards d'euros d'aides aux entreprises, sans aucune contrepartie sociale ou environnementale. Dans le même temps, l'économie sociale et solidaire, qui place l'intérêt général avant le profit et représente 14 % des emplois privés, ne perçoit que 7 % de ces aides. En 2025, plus de 12 000 emplois y ont été supprimés faute de moyens.

Ces inégalités s'accompagnent d'un discours méritocratique de plus en plus prégnant à mesure que son imposture se renforce. Camille Peugny l'a montré dans *Le triomphe des égoïsmes* : plus la richesse est héritée, comme c'est de plus en plus le cas, plus elle s'accompagne paradoxalement d'un éloge du mérite. L'idée que la richesse est le fruit

de l'effort personnel est une fiction organisée. En France, il faut six générations pour sortir de la pauvreté.

Les lignes de domination : classe, race, genre.

L'accumulation des richesses s'inscrit sur des lignes de domination qui dépassent la seule sphère économique. Le travail domestique gratuit des femmes en est le fondement invisible : des milliards d'heures de soin, d'éducation, de travail reproductif, non comptabilisés dans le PIB, qui permettent au système de fonctionner sans les payer. De même, 800 000 travailleur-euses immigré-es cotisent en France sans bénéficier d'aucune protection : ils et elles font tourner la restauration et l'agriculture, gardent les enfants, nettoient les bureaux, ramassent les déchets, construisent les bâtiments, livrent les repas. En 2026, Uber Eats et Deliveroo ont été visés par une plainte pour trafic d'êtres humains de la part de plusieurs livreurs : une exploitation brutale qui se déroule au grand jour, au cœur de nos métropoles.

L'exploitation coloniale et néocoloniale est un des soubassements historiques de cette accumulation. Les richesses des pays du Nord ont été construites sur l'extraction des ressources des Suds, le travail non rémunéré, la dette imposée. Cette réalité structure toujours l'économie mondiale. Dans l'indifférence générale, TotalEnergies mène en Ouganda un projet pétrolier à l'origine d'une catastrophe environnementale d'ampleur et du déplacement forcé de 100 000 personnes, avec pour corollaires l'insécurité alimentaire et la déscolarisation. Au Congo, l'exploitation et le travail forcé d'enfants dans les mines de cobalt et de lithium se poursuit, servant notamment à la fabrication des batteries utilisées par l'industrie automobile ou les appareils numériques. En 2021, Vincent Bolloré a été reconnu coupable de corruption pour avoir influencé des élections au Togo et en Guinée en échange de concessions portuaires à Lomé et Conakry : loin d'être un vestige, le néocolonialisme est un système très actuel.

La radicalisation de cette oligarchie économique a un pendant politique direct et immédiat : quand le capital se sent menacé par la démocratie, il cherche à la neutraliser.

3. Une démocratie abîmée par la brutalisation du pouvoir et le recul des libertés civiles

De la fuite en avant néolibérale à la brutalisation du pouvoir.

Selon le sociologue Christian Laval, les gouvernements relevant de la logique néolibérale « utilisent systématiquement tous les moyens à leur disposition, de la violence à la négation des verdicts électoraux, pour défendre leur politique ». En France, ces manœuvres sont « drapées de légalisme » : pas formellement illégales, mais contraires à l'esprit des lois. Sous Emmanuel Macron, le bilan est saisissant, qu'il s'agisse du contournement des institutions ou du mépris des verdicts populaires. Des trente utilisations de l'article 49.3 sous sa présidence, on retient celui sur la réforme des retraites, rejetée par 70% de la population. Mais le paroxysme du déni démocratique réside sans doute dans le refus de reconnaître la victoire du Nouveau Front Populaire et de l'appeler à gouverner en 2024, en dépit de toutes les traditions parlementaires. A cela s'ajoutent toutes les consultations populaires annoncées en grande pompe puis largement ignorées, des cahiers de doléance des Gilets Jaunes, enterrés, aux conclusions de la Convention citoyenne sur le climat, balayées. À chaque fois, le mécanisme est le même : le pouvoir donne les apparences du respect des formes tout en trahissant la substance de la démocratie.

Le saccage du langage comme arme politique. À cette brutalisation des actes répond une brutalisation des mots. L'ère de la post-vérité a installé un régime du discours déconnecté de la réalité, où le mensonge et la manipulation des opinions finissent par susciter une indifférence au vrai et au faux. De petites entorses à la vérité en refus des responsabilités, Emmanuel Macron et ses gouvernements ont fini par endosser contrevérités et mensonges d'État : sur les masques pendant le Covid, sur les violences policières, face à l'affaire Betharram. Or, en sapant le rapport au vrai, on sape la condition même du débat public. « La langue est politique », écrivait la philosophe Hannah Arendt. Au-delà des mensonges, le choix des mots employés façonne la perception du réel.

Certaines substitutions opèrent discrètement : les cotisations sociales deviennent des « charges », la « flexibilité » remplace la précarité. En entreprise, les plans de licenciement se transforment en « plans de

sauvegarde de l'emploi », les subordonnés sont des « collaborateurs », sinon des « ressources humaines ». Plus visible est la reprise délibérée du vocabulaire de l'extrême droite : des « barbares » de Bruno Retailleau pour désigner des jeunes de quartiers populaires à la « dé-civilisation » d'Emmanuel Macron ou l'« ensauvagement » de Gérald Darmanin, en passant par la « submersion migratoire » reprise par François Bayrou alors Premier ministre. Chaque emprunt normalise et banalise des concepts qui jusqu'alors relevaient de l'idéologie raciste la plus crasse, les fait entrer dans le vocabulaire ordinaire du débat public, déplaçant toujours un peu plus loin le curseur de l'acceptabilité.

Ces mécanismes sont d'autant plus dangereux qu'ils relèvent d'une idéologie qui refuse de dire son nom. Ces dix dernières années, l'ultralibéralisme s'est paré d'un discours de neutralité et de bon sens, déguisant des choix politiques en simples contraintes techniques et objectives. La destruction des normes sociales et environnementales s'opère sous couvert de « simplification », et les injonctions à la « compétitivité » habillent en impératif économique ce qui est d'abord un choix de société. En prétendant s'abstraire du politique, la technocratie soustrait au débat démocratique ce qui devrait en être le cœur, et empêche la formation d'une majorité capable de nommer correctement le problème.

« Les libertés publiques connaissent une régression profonde et structurelle en France. » C'est l'effrayant constat que dresse le rapport de la FIDH, l'OMCT et la LDH paru en septembre 2025. Narratifs hostiles, dissolutions administratives abusives, réductions de financements publics, harcèlement des défenseurs et défenseuses des droits humains, procédures-bâillon... Les voix dissidentes sont réprimées, des épouvantails rhétoriques fabriqués et martelés pour disqualifier toute pensée opposée à l'ordre néolibéral : « wokisme », « écoterrorisme », « islamogauchisme », « apologie du terrorisme ». En toute discrétion, l'état d'urgence est entré dans le droit commun. La loi sécurité globale a été adoptée malgré les mobilisations, la vidéosurveillance algorithmique a été déployée sans débat démocratique pendant les Jeux olympiques de 2024, le gouvernement ayant même tenté de la prolonger jusqu'en 2027 avant d'être censuré par le Conseil Constitutionnel.

La répression des mobilisations sociales a atteint une violence inédite depuis la fin du XXe siècle. Les Gilets jaunes ont payé un lourd tribut : 11 personnes tuées, 32 éborgnées, 5 mains arrachées. Les mobilisations écologistes ont été traitées avec la même brutalité : Sainte-Soline, les mobilisations contre l'A69, la tentative de dissolution des Soulèvements de la Terre dessinent le portrait d'un pouvoir qui criminalise la défense de l'environnement tout en laissant les lobbies agro-industriels réécrire la loi. Depuis le 7 octobre 2023, les mobilisations de solidarité avec la Palestine ont été interdites, diabolisées, les rassemblements étudiants réprimés par la force. La jeunesse des quartiers populaires subit une répression particulièrement violente et ordinaire. Après le meurtre de Nahel Merzouk, plus de 3 000 jeunes ont été placés en garde à vue, des centaines jugés en comparution immédiate : une réponse pénale de masse face à une colère sociale que le pouvoir a refusé d'entendre. La liste est longue. Elle nous rappelle qu'en France, contester l'ordre établi est de plus en plus risqué, et que ce risque n'est pas également réparti.

L'assèchement de la société civile. Au-delà de la franche répression, les espaces de solidarité de proximité sont méthodiquement asphyxiés. Le sous-investissement chronique dans les associations et les contre-pouvoirs les fragilise année après année. La loi « séparatisme » a introduit le contrat d'engagement républicain, imposant aux associations de nouvelles contraintes, laissant une large place à l'arbitraire et entretenant un climat d'autocensure dont les effets sont déjà visibles dans le monde associatif. La dématérialisation forcée des services publics a supprimé les guichets humains là où les gens en ont le plus besoin. À une extrémité du spectre numérique, des millions de personnes âgées, précaires ou peu connectées sont exclues de droits auxquels elles pourraient légalement prétendre. À l'autre, 48 % des jeunes Français-es utilisent l'IA pour des sujets intimes et personnels, révélateur d'un isolement social profond. Cette érosion du lien social nourrit un sentiment de relégation et une colère sans débouché qui cherche, ailleurs, une traduction.

La concentration médiatique : quand l'information cesse d'être un bien commun. L'offensive de Vincent Bolloré a constitué, en quelques années, un empire médiatique sans précédent dans l'histoire française : Canal+, CNews, Europe 1, Paris Match, le JDD, Hachette,

troisième groupe d'édition au monde, l'agence publicitaire Havas, le réseau de distribution Relay. Des organes centraux dans toute l'architecture de la construction de l'opinion publique : audiovisuel, presse écrite, production, édition, distribution, communication, tous mis au service d'un projet idéologique clair. Cette mainmise s'inscrit pleinement dans une offensive réactionnaire mondiale : le rachat de Twitter/X par Elon Musk, ayant permis la multiplication des discours de haine, le démantèlement de la modération et l'ingérence assumée dans des élections étrangères, s'inscrit dans la même dynamique. L'IA aggrave encore le phénomène : information non vérifiée, biais algorithmiques, deepfakes de plus en plus indétectables. Entre 2019 et 2023, le nombre de deepfakes a augmenté de 550 %, une tendance appelée à s'accélérer avec la démocratisation des outils.

Dix ans après l'élection d'un jeune libéral, adversaire revendiqué du fascisme et fervent moderniste, l'addition est sévère pour la démocratie française. Faute de majorité sociale pour soutenir les politiques de libéralisation économique qui ne profitent qu'à quelques-uns, Emmanuel Macron a progressivement troqué son progressisme de façade pour une politique de plus en plus conservatrice, à même de consolider un électorat qu'il ne pouvait trouver qu'à droite. A l'instar du quinquennat 2012-2017, les représentants du capital n'ont accepté aucun compromis avec le monde du travail. Suivant la même trajectoire qu'un Valéry Giscard d'Estaing, le macronisme a donc progressivement remisé les droits civils, les libertés publiques et les postures humanistes. Sans aucune boussole, les élu-es issu-es de « l'extrême-centre » ont ainsi avalisé des réformes migratoires iniques, le renforcement des pouvoirs policiers et l'affaiblissement de l'Etat de Droit, préparant l'opinion à l'avènement de forces pleinement réactionnaires.

4. La menace de l'extrême droite : un danger immédiat pour nos vies

L'extrême droite est à la fois le produit d'un système à bout de souffle et l'instrument de ceux qui veulent le maintenir. Elle prospère là où le sentiment d'abandon et de relégation se fait le plus sentir, portée par ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change.

Au-delà du conservatisme, un investissement de classe. Le soutien d'une partie du capital à l'extrême droite n'est pas idéologique en premier lieu : c'est un calcul. « Plutôt Hitler que le Front populaire », disaient-ils en 1936. En France, Vincent Bolloré est loin d'être le seul à mettre sa fortune au service d'une bataille culturelle acharnée. Pierre-Édouard Stérin prévoit de mobiliser 150 millions d'euros dans le projet Périclès pour faciliter la victoire du RN, qui multiplie les rencontres avec le Medef. Aux États-Unis, les dix milliardaires les plus riches ont gagné 698 milliards de dollars supplémentaires en une seule année depuis l'élection de Trump. L'alignement des milliardaires de la tech sur le programme autoritaire trumpiste, dans une alliance « technofasciste », traduit ce calcul dans sa version la plus crue.

Ce mouvement est coordonné, financé et conscient de lui-même. « Rien dans la montée de l'autoritarisme de droite n'est accidentel », rappelle Andrea Dip, chercheuse au Research Against Global Authoritarianism Project. Entre 2019 et 2023, 275 organisations anti-genre et d'extrême droite ont fait circuler plus d'un milliard d'euros à travers l'Europe pour financer la montée des idées réactionnaires. Du Patriots Network, fondé par un ancien cadre du RN, qui met en réseau et forme les futures élites réactionnaires de 40 pays sur cinq continents, aux sommets consacrés à la « remigration » qui réunissent désormais des délégués venus de toute l'Europe et des États-Unis, les initiatives se multiplient. Elles dessinent les contours d'une internationale structurée, qui avance méthodiquement ses pions.

Ces avancées préparent un basculement historique de l'ordre mondial. Les principes du droit international construits après 1945 s'effondrent, remplacés par les rapports de puissance bruts. De Trump à Netanyahu, de Milei à Meloni, le capitalisme ploutocratique produit des incarnations provocatrices et médiatiques à même de polariser

les jeux politiques autant nationaux qu'internationaux. Au croisement des héritages autoritaires du XXe siècle et de la libéralisation financière, ces figures s'appuient sur le besoin de protection des populations face aux multiples crises pour s'emparer des institutions publiques et les mettre au service d'intérêts particuliers.

En Ukraine, la guerre d'agression russe s'éternise sans perspective de paix sérieuse. Au Proche-Orient, la politique colonialiste et génocidaire menée par Israël a fait de la Palestine le symbole de l'effondrement de tout ordre moral international, tandis que l'ONU demeure inaudible. En Afrique, la Chine s'emploie silencieusement à faire tomber les États émergents dans l'asservissement économique. L'hostilité trumpiste envers l'Europe se traduit par des pressions économiques, des ingérences et un chantage permanent. Dans ce chaos organisé, les dépendances énergétiques, industrielles, militaires et financières accumulées par l'Union européenne l'ont enfermée dans un camp occidental discrédité par ses propres contradictions.

La France est l'un des dominos que l'internationale réactionnaire entend faire tomber. Une victoire du RN à la présidentielle de 2027 ne serait pas seulement une défaite nationale : elle accélérerait l'effondrement du projet européen de l'intérieur.

Une fabrique délibérée de la peur. Partout, la même stratégie narrative : présenter les crises économiques, le chômage, la dégradation des services publics, comme les conséquences de l'immigration. Désigner un ennemi de l'intérieur pour éviter que la colère ne se retourne contre ceux qui en sont vraiment responsables. Après les Juif-ves hier, ce sont aujourd'hui les immigré-es, les musulman-es, qui sont rendus responsables des conséquences politiques du libéralisme débridé. L'extrême droite construit un récit décliniste qui s'articule autour du fantasme d'une France passée glorieuse, homogène, blanche et catholique, du Puy du Fou de Philippe de Villiers au « gastronationalisme » du Canon français. Une fiction mémorielle mise en scène pour alimenter la nostalgie d'un ordre hiérarchique que les luttes sociales, féministes et antiracistes ont commencé à défaire.

Le masculinisme est un puissant vecteur de ce projet. Selon ses partisans, les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ seraient autant de signes d'un affaiblissement, d'une « féminisation » de la

société qui aurait perdu le sens de la hiérarchie naturelle. En France, 10 millions de personnes adhèrent au sexisme hostile selon le Haut Conseil à l'Égalité. Des influenceurs comme Andrew Tate diffusent des messages misogynes dissimulés derrière des conseils de « masculinité forte ». L'embrigadement sur les réseaux sociaux joue un rôle crucial dans la radicalisation vers des idées haineuses, porte d'entrée vers un engagement à l'extrême droite.

Les victoires idéologiques de l'extrême droite. En France, la droite et le centre ont capitulé. Camp politique pourtant essentiel dans la construction historique de la République, la droite conservatrice républicaine cède progressivement à toutes les sirènes de l'extrême-droite. Les principes qui, même à géométrie variable, ont animé les responsables et héritiers du radicalisme et du gaullisme, sont aujourd'hui désertés par nombre de celles et de ceux qui pourtant s'en réclament. De nombreux responsables du centre-droit se contentent désormais de dénoncer des politiques qu'ils contribuent à mettre en place.

Au-delà de la reprise du vocabulaire de l'extrême droite, la Macronie a offert à ce camp de nombreuses victoires politiques. La loi immigration de 2024 a fait entrer dans le droit français des dispositions que le FN-RN réclamait depuis des décennies. « Une victoire idéologique », selon les propres termes de Marine Le Pen. Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur a donné un avant-goût concret de ce que produit cette idéologie au pouvoir : des milliers de personnes étrangères précipitées dans la précarité administrative et financière, une stigmatisation décomplexée qui autorise toutes les violences. À l'Assemblée nationale, l'hommage rendu au militant néo-nazi Quentin Deranque a parachevé une inversion totale des valeurs républicaines et témoigne d'une faillite morale et politique aussi dangereuse qu'affligeante. En 2026, Amnesty International dénonce « une parole raciste décomplexée, banalisée jusque dans l'espace politique ». A cela s'ajoute le démantèlement de notre politique d'aide publique au développement et le définancement des organisations du système multilatéral, qui contribuent pourtant à faire vivre le droit international humanitaire et l'ambition d'un monde coopératif et multilatéral.

Des vies concrètes en jeu. Celles et ceux qui peuvent se permettre de considérer l'extrême droite comme une question esthétique et abstraite ne sont pas celles et ceux qui en souffriront dans leur chair. En 2026, 46% des Français-es en général, 80 % des personnes perçues comme noires, 70 % de celles perçues comme maghrébines, 79 % des musulman-es et 69 % des juif-ves déclarent avoir été victimes de discriminations.

Dans les villes où le Rassemblement National est au pouvoir, il applique une politique antisociale et stigmatisante détruisant le vivre-ensemble. Son projet présidentiel prévoit un référendum visant à soustraire la France au droit international et européen, pour mettre en place la « préférence nationale », c'est-à-dire des droits différents selon l'origine, la nationalité. C'est un projet d'apartheid, une remise en cause frontale de l'égalité républicaine, premier socle de notre démocratie.

Les exemples à l'étranger nous donnent à voir ce qu'impliquerait l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Partout où elle gouverne, les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ sont les premiers attaqués, les violences racistes et xénophobes des groupes les plus radicaux se libèrent impunément dans l'espace public. Aux États-Unis, l'Institut Lemkin pour la prévention du génocide a identifié en 2025 des prémices de génocide contre les personnes transgenres : discriminations institutionnalisées, propagande d'État, destruction de l'existence légale et sociale d'une minorité. Dans le même pays, les méthodes de l'ICE contre les personnes migrantes (rafles, détentions arbitraires, expulsions massives) annoncent ce que l'Europe s'apprête à reproduire avec son nouveau règlement retour. Cette perspective devrait toutes et tous nous terrifier et nous rappeler l'urgence de faire échec à cette menace existentielle.

Mais battre l'extrême droite exige bien plus que de la dénoncer. L'abandon coupable des valeurs républicaines par les forces de droite et du centre suffit à le rappeler : il est sans doute l'un des plus puissants appels d'air en faveur d'un pouvoir autoritaire et liberticide.

Battre réellement l'extrême droite exige d'opposer à son projet de haine et de division un projet de transformation radicale ; un pro-

jet suffisamment désirable pour que les millions de personnes qui attendent un autre avenir se lèvent pour le défendre. C'est à cela que nous voulons nous employer.

II. UN PROJET D'ESPOIR ET DE TRANSFORMATION RADICALE

Ce projet s'organise autour de la devise républicaine comme programme vivant. Liberté, Égalité, Fraternité : trois promesses révolutionnaires, trois exigences que nous entendons faire vivre dans la réalité concrète de chaque existence.

Notre action politique s'inscrit dans la continuité des luttes collectives et revendications d'une majorité sociale dans notre pays, et ne les épuise pas. Nous affirmons la nécessité d'une conquête du pouvoir politique tel qu'il existe ici et maintenant, par une voie démocratique, pour faire de l'État et de ses institutions des outils au service des besoins de la population, à travers le développement du service public, la répartition des richesses, la conquête des droits et la protection du vivant par une politique écosocialiste.

1. Liberté : le pouvoir réel sur sa vie

La liberté ne se limite pas aux droits formels inscrits dans les textes. Elle exige un pouvoir réel sur sa vie : sur son temps, dans l'entreprise, à l'école, sur sa santé, face à la crise écologique. Tant que des pans entiers de l'existence restent soumis à des décisions prises sans les personnes qu'elles concernent, la liberté reste une promesse creuse.

POUR UNE SOCIÉTÉ DU TEMPS LIBÉRÉ.

La liberté commence par le temps de vivre. Le temps de rêver, de créer, de s'occuper des siens, de s'engager, de faire société ensemble : autant d'activités qui supposent qu'on ne soit pas épuisé par le travail. Or ce temps est aujourd'hui confisqué. 57 % des actif-ves se déclarent surchargé-es. Sept salarié-es sur dix ont ressenti un trouble lié au travail au cours des cinq dernières années. L'espérance de vie des hommes les plus pauvres est inférieure de treize ans à celle des plus riches : la pénibilité du travail tue, de façon profondément inégale.

Alors que le changement climatique impose de repenser notre modèle économique, il est temps de questionner le sens de ce que nous produisons. La croissance telle que nous l'avons connue a déjà disparu, pourtant nous continuons de subir les dogmes de cette religion épuisée : il n'est plus temps de choisir son camp dans un débat dépassé, mais de bâtir une société nouvelle, tournée vers la post-croissance. Il est temps de partager les emplois entre tous·tes, de valoriser les activités qui existent en dehors du profit, de retrouver du sens. En deux mots, il est temps de travailler moins, de travailler mieux.

Nous défendons la semaine de quatre jours en allant vers 28 heures de travail hebdomadaire, sans réduction de salaire. Une telle réduction du temps de travail permettrait de créer entre 1,5 et 2 millions d'emplois supplémentaires en CDI, compensant le coût salarial par la réduction des dépenses liées au chômage. De multiples entreprises, en France ou au Royaume-Uni par exemple, ont expérimenté la semaine de quatre jours avec succès, et 70 % des Françaises s'y déclarent favorables. Dans un contexte où l'essentiel du travail domestique continue de reposer sur les femmes, leur accès à l'emploi est souvent synonyme de double journée. La réduction générale du temps de travail est donc, par essence, une mesure féministe, qui pose les conditions d'une répartition plus égale. Nous défendons également l'extension aux indépendant·es des droits déjà obtenus par les salarié·es : congé maternité, paternité et parental, congés longue durée. Encourager le développement de coopératives est une piste pour permettre à ces professions d'accéder, elles aussi, à un droit au repos effectif.

Ce droit au repos ne s'arrête toutefois pas aux portes du monde du travail. Nous souhaitons le garantir pour tous·tes, notamment pour les élèves et les étudiant·es : alors que les collégien·nes et les lycéen·nes sont épuisé·es par des journées trop longues, une réforme profonde des rythmes scolaires s'impose, avec une réduction des cours magistraux et l'interdiction des journées de plus de sept heures.

La société du temps libéré passe également par une sixième semaine de congés payés pour tous·tes : conquis par le Front populaire en 1936, le droit aux congés a progressé régulièrement jusqu'en 1982, comme une marche logique de l'histoire : les gains de productivité devaient permettre de libérer le temps. Mais depuis, plus rien.

Pourtant, la productivité a continué d'augmenter. Au-delà de la célébration de nos acquis, nous voulons ouvrir de nouveaux droits. Une sixième semaine de congés payés donc, et un droit réel et universel aux vacances, garanti par la puissance publique.

Chaque année, 40% des Français-es ne partent pas en vacances. C'est 83 % des bénéficiaires du RSA et 63 % des personnes aux revenus inférieurs à 1 285 euros. Ce n'est pas qu'une question d'argent : c'est une question d'exclusion. Ne jamais partir, c'est souvent avoir intériorisé que les vacances ne sont pas pour soi, un sentiment d'être citoyen-ne de seconde zone. Nous voulons un service public qui accompagne celles et ceux qui en ont besoin : via un ticket climat permettant de voyager en illimité avec les transports en commun, un Pass « Colo Verte », l'harmonisation des aides aux vacances de la CAF, la mise en avant des billets Lagrange ou encore la gratuité du BAFA et la mise aux normes des infrastructures. Pour que la découverte, le repos, l'accès au beau, le temps pour soi, deviennent de véritables leviers d'émancipation pour toutes et tous, plutôt qu'un vecteur supplémentaire d'inégalités.

LA DÉMOCRATIE, PARTOUT ET AU PLUS PRÈS

La liberté ne s'exerce pas seulement dans l'isolement. Elle se vit, ou s'étouffe, dans tous les lieux où se prennent les décisions qui façonnent nos existences : l'entreprise, l'école, l'hôpital, le quartier. Notre projet est simple à énoncer et immense à réaliser : redistribuer le pouvoir partout où il s'exerce aujourd'hui sans contrôle.

L'entreprise d'abord, principal angle mort de la démocratie. Des millions de personnes y passent l'essentiel de leur vie éveillée sans droit de regard sur les décisions qui les concernent directement. Ce que nous produisons, comment nous le produisons, comment s'en répartissent les fruits : ces questions appartiennent à celles et ceux qui travaillent, pas aux seuls détenteurs du capital. Nous défendons une représentation paritaire des salarié-es dans les conseils d'administration des grandes entreprises, avec un pouvoir réel sur les orientations stratégiques, un droit de veto suspensif des représentant-es du personnel sur les décisions de délocalisation et de restructuration, et l'interdiction des licenciements boursiers. Et parce que l'argent public ne peut pas continuer à financer sans condition ceux qui licencient, polluent et fraudent, une

Haute Autorité indépendante conditionnera les aides aux entreprises à des engagements sociaux et environnementaux vérifiables.

Démocratiser l'entreprise, c'est aussi restaurer le droit du travail dans sa vocation première : protéger les travailleur·euses d'un rapport de force écrasant. L'inspection du travail, qui a perdu 20 % de ses effectifs en dix ans pendant que 764 personnes mouraient au travail en 2024, doit retrouver ses moyens et son indépendance. Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) doivent être rétablis, et leurs pouvoirs renforcés. La sous-traitance en cascade, qui organise la dilution des responsabilités et l'exploitation des plus précaires, doit être interdite, et la responsabilité sociale et environnementale des donneurs d'ordre inscrite dans la loi. Enfin, parce que personne n'est inemployable, nous défendons la généralisation des Territoires zéro chômeur de longue durée : les dépenses publiques du chômage peuvent financer des CDI répondant aux besoins sociaux et écologiques des territoires.

À côté de l'entreprise capitaliste, une autre économie existe déjà. L'économie sociale et solidaire représente 13 % de l'emploi privé : des associations, des coopératives, des mutuelles qui placent l'utilité sociale avant le profit et pratiquent au quotidien la gouvernance partagée. Pourtant, l'ESS reste sous-financée. Nous voulons inverser cet ordre des priorités par une loi de programmation pluriannuelle de financement de l'ESS, afin d'en faire, à terme, le modèle majoritaire. Nous proposons la création d'un fonds public de développement pour accompagner la création ou la transition vers les SCOP et les SCIC, où les salarié·es sont aussi les décideurs. Chaque transmission d'entreprise doit être une occasion offerte aux salarié·es de reprendre collectivement leur outil de travail.

Les circuits de financement de l'économie doivent en outre être décorrélés de la finance spéculative au travers de mécanismes publics de financement, de la séparation accrue des activités bancaires d'affaires et de dépôts, et d'instruments de protection contre les dérives spéculatives (réglementation, cloisonnement, taxe Tobin...). Dans cette approche, la volatilité des cryptoactifs et les nuisances qu'ils occasionnent imposent de combattre leur assimilation à des capitaux classiques et, plus encore, leurs prétentions illusoires et dangereuses à constituer des monnaies privées.

LES ENFANTS, DES CITOYEN·NES EN DEVENIR DONT LES DROITS DOIVENT DEVENIR EFFECTIFS

Une société démocratique se juge souvent à la place qu'elle accorde aux plus vulnérables. La nôtre traite encore trop souvent les enfants en êtres inachevés, soumis à l'autorité totale des adultes, dont la parole vaut moins et dont les droits restent théoriques. Pourtant, la liberté s'apprend et se pratique dès l'enfance. Selon le Conseil de l'Europe, un enfant sur cinq est victime de violences sexuelles. En France, près d'un tiers des parents estiment encore que les punitions corporelles ont une utilité éducative. Ces violences massives sont encore largement traitées comme des choix privés alors qu'elles relèvent d'un système qui déconsidère les enfants et leur apprend en trop d'endroits la toute-puissance des adultes. Nous faisons nôtre cette exigence : considérer les enfants comme des égaux, avec leurs spécificités et leurs besoins propres, et rendre leurs droits effectifs. Les adultes ont une responsabilité d'accompagnement et de protection envers eux ; elle ne fonde aucun droit à la domination.

Cette considération nouvelle exige un changement de paradigme pour reconnaître l'importance de la place et de la voix des enfants. Cela implique le développement de villes et de villages à hauteur d'enfants, ou encore la sensibilisation à la prise en compte réelle de leur parole, particulièrement lorsqu'ils dénoncent des violences. Cette exigence doit aussi se traduire dans la participation à la vie publique : nous défendons le droit de vote à 16 ans, le droit de créer une association loi 1901 sans autorisation parentale et la généralisation des conseils d'enfants et d'adolescent·es à tous les niveaux de gouvernance, associée à la création de dispositifs facilitant l'engagement. Il est essentiel que celles et ceux qui vivront le plus longtemps avec les décisions d'aujourd'hui aient voix au chapitre.

Pour cela, l'école a un rôle crucial à jouer. Elle doit former des citoyen·nes capables de penser par eux-mêmes : cela suppose une éducation renforcée aux droits et à la citoyenneté dès le plus jeune âge. Alors qu'en 2025, 76% des 12-17 ans avaient déjà recours à l'intelligence artificielle au moins une fois par mois, l'éducation à l'information, aux médias et aux outils numériques, dont l'IA, est une priorité centrale pour former une jeunesse capable de raisonner librement. De plus, les savoirs pratiques et manuels, indispensables à l'émanci-

pation intellectuelle, doivent être revalorisés, tout comme les métiers qui y sont associés, afin de faire évoluer les mentalités et de susciter des vocations chez les jeunes.

L'éducation doit garantir la liberté de choisir son destin. Aujourd'hui, notre école reproduit les inégalités qu'elle devrait combattre : à niveau scolaire égal, les enfants d'ouvrier-es sont démesurément orientés vers des filières non choisies. Au final, seuls 41 % d'entre eux accèdent à l'enseignement supérieur, contre 73 % des enfants de cadres. Il est temps de penser l'éducation à l'aune des plus fragiles, pour qu'enfin l'école devienne un véritable moteur pour l'égalité. Nous défendons la mise en place d'un lycée unique et polyvalent, qui supprime la hiérarchie entre voies générale, technologique et professionnelle pour assurer la complémentarité et la diversité des filières dans chaque lycée. Il doit s'adresser à tous-tes les jeunes, par l'extension de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Nous proposons aussi la mise en place d'un service public du soutien scolaire, permettant d'accompagner chaque élève vers l'accomplissement et de n'abandonner aucun enfant à l'arbitraire des difficultés sociales. Une révision des journées passées à l'école englobant le péri et le para scolaire doit être menée pour offrir aux enfants des temps et des contenus adaptés à leur rythme.

Pour financer le réinvestissement massif dans l'éducation nationale et lutter contre les inégalités, une refonte de la place du privé est indispensable. Les financements de l'enseignement privé sous contrat doivent être déterminés selon l'indice de position sociale : sans mixité sociale, pas de financement public. Leur contrôle doit être drastiquement renforcé, tant du point de vue du contenu que des méthodes pédagogiques. La République ne peut pas financer l'endoctrinement réactionnaire de la jeunesse, comme c'est le cas à Stanislas, ou les violences banalisées sur les plus jeunes, dont l'institut Betharram était un sinistre exemple. Enfin, dans les zones où l'école publique ferme, nous défendons la transformation des établissements privés en établissements publics : le bien commun et l'accessibilité pour toutes et tous doivent toujours primer sur les intérêts privés. A terme, nous défendons la fin du financement aux établissements privés.

L'école publique, gratuite et laïque est un pilier de notre République et l'un des premiers lieux où se construit la cohésion de la société.

L'école doit permettre à chaque enfant, quelle que soit son origine sociale, culturelle ou familiale, d'apprendre, de grandir et de trouver sa place parmi les autres. En réunissant sur les mêmes bancs des enfants venus d'horizons différents, elle fait vivre concrètement l'égalité, la fraternité et la laïcité. Elle doit être un espace d'émancipation, où l'on apprend à penser librement, à respecter les différences et à partager ce qui nous rassemble. Se battre pour l'école publique, c'est défendre une société plus juste, plus unie et plus démocratique.

Le droit à une éducation émancipatrice pour tous·tes ne s'arrête pas au lycée : il se prolonge dans l'enseignement supérieur, comme prescrit par la Constitution. Nous appelons à la reconstruction d'un droit effectif à la poursuite d'études pour tous·tes les bachelier·es dans le domaine disciplinaire de leur choix. Cela passe par le rétablissement d'un véritable examen national du baccalauréat, assurant un niveau de qualification homogène quel que soit son lycée d'origine, et par l'abrogation de Parcoursup, machine injuste de tri social. Un système transparent, fondé sur le projet de chaque jeune, doit lui succéder, sans sélection. Pour cela, il est nécessaire d'ouvrir 100 000 places en première année du supérieur, et de financer les universités à la hauteur de leurs missions.

Alors que la marchandisation et la financiarisation menacent aujourd'hui tout l'enseignement supérieur, la gratuité de l'éducation doit être la norme dans le supérieur public. Cela passe par la suppression des frais d'inscription et de la CVEC pour toutes et tous, y compris pour les étudiant·es étranger·es qui viennent enrichir nos formations. Nous défendons aussi l'accès gratuit, physique ou en ligne, aux ressources obligatoires pour chaque cursus. En parallèle, l'enseignement privé lucratif et les diplômes non-reconnus doivent être interdits et l'encadrement de la création des Centres de Formation d'Apprentis (CFA) rétabli.

Enfin, parce que les formations des classes aisées et celles des classes populaires ont droit à une égale dignité, nous proposons le rattachement des classes préparatoires et des formations sanitaires et sociales aux universités, au sein d'un nouveau modèle d'université de tous les métiers. Celles-ci devront mailler le territoire et laisser place à une diversité de modèles pédagogiques, tout en permettant une convergence du montant de l'investissement public dans les études de chacun·e.

L'université doit aussi être le lieu d'une recherche publique indépendante et foisonnante, tournée vers les enjeux de demain et libérée des logiques technocratiques. À l'heure où les savoirs et la communauté scientifiques sont attaqués dans plusieurs pays, la production et la diffusion d'une connaissance libre est plus que jamais une nécessité pour comprendre les transformations à l'œuvre. Nous entendons porter le financement de la recherche publique à 1% du PIB, et engager un plan de titularisation et de création de postes pérennes dans ce secteur : aujourd'hui, un tiers des agent-es de l'enseignement supérieur et de la recherche publics souffrent d'un statut précaire. Nous souhaitons mettre fin au système de financement par appels à projets, qui nuit à l'autonomie des chercheur-euses et les enchaîne à une bureaucratie infinie, ainsi qu'aux conflits d'intérêts entre recherche publique et intérêts privés (chaire Total au Collège de France, institut Bernard-Arnault à l'École polytechnique...). De même, le crédit impôt recherche (CIR) doit être conditionné strictement à des objectifs écologiques et sociaux, afin d'en réduire nettement le coût global et pour que l'argent public qui le finance profite réellement au bien commun.

Enfin, il est indispensable de rendre à la communauté scientifique sa pleine autonomie. Celle-ci va de pair avec une responsabilité devant la société : la recherche doit être orientée en fonction de la définition démocratique de nos besoins collectifs. Cela passe par un droit de regard citoyen et un Comité national de la recherche scientifique refondé en véritable parlement de la science, avec des conventions citoyennes pour éclairer des priorités trop longtemps négligées, comme la santé des femmes et des minorités.

LA CULTURE, CONDITION DE LA LIBERTÉ

C'est avec la culture que se construit la société. Elle est un pilier central du développement social, économique et démocratique de nos territoires, bien plus qu'un simple supplément d'âme : elle crée du lien, forge un imaginaire commun. Elle est un terrain essentiel pour permettre aux citoyen·nes de créer, de transmettre, de coexister et de rêver ensemble. Elle représente des centaines de milliers d'emplois, et fait vivre un tissu associatif et artistique indispensable à la vitalité sociale. Et pourtant, ce bien commun s'effondre sous nos yeux : depuis 2024, près de la moitié des collectivités ont réduit leurs crédits cultu-

rels, avec des contractions atteignant 62 % dans certaines régions. Les structures locales se fragilisent, les subventions disparaissent, les lieux ferment, les professionnel·les dénoncent une rupture historique. Cette casse silencieuse frappe d'abord les zones rurales et les publics les plus éloignés, concentrant toujours davantage l'offre culturelle dans les métropoles.

Nous voulons une société où la culture a toute sa place : reconnue, valorisée, soutenue dans son effervescence. Les politiques culturelles ne doivent plus être pensées comme de simples coûts, mais comme des leviers d'émancipation collective, d'attractivité économique et de justice territoriale. Ni l'argent, ni les barrières géographiques ou psychologiques ne doivent en freiner l'accès : nous défendons des tarifs progressifs, la gratuité quand elle est possible, et une offre pensée pour inclure les publics qui en sont aujourd'hui exclus.

Soutenir la création est un acte politique. Les métiers de la création restent précaires, et l'espérance de vie des artistes est en moyenne vingt ans plus courte que celle de la population générale : nous voulons des subventions et des commandes publiques garantissant des salaires décents, dans le respect des minima de conventions collectives, et une politique de santé au travail digne de ce secteur. Face à la captation de la diffusion par les algorithmes des plateformes, qui rémunèrent mal les ayants droit tout en construisant de nouveaux monopoles, nous défendons des alternatives publiques ou coopératives ainsi qu'une régulation ferme de ces algorithmes.

La production culturelle doit donner à voir toute la diversité de la société : rendre visibles les récits minoritaires, ethniques, linguistiques, sociaux ou de genre, par des politiques volontaristes et des espaces d'expression dédiés. Nous voulons renforcer le financement des conservatoires, des écoles et des associations, et développer l'éducation artistique et culturelle en lien avec l'école, pour que la transmission des savoirs et l'accès à la créativité ne soient jamais un privilège. Nous appelons à faire des équipements culturels, salles de spectacles, bibliothèques, médiathèques, de véritables espaces de rencontre et de participation citoyenne, inscrits au cœur des quartiers pour réduire les inégalités territoriales. La culture doit enfin interroger ses propres pratiques : production, déplacements, gestion des déchets, pour devenir plus sobre et plus résiliente, en accord avec les limites de notre planète.

UN DROIT À LA SANTÉ PENSÉ POUR TOUTES ET TOUS

La Sécurité sociale a été conçue en 1945 pour être gérée par les assuré-es eux-mêmes. Depuis, cette ambition a été méthodiquement confisquée par l'État et le patronat. Nous voulons rendre la gouvernance de la Sécurité sociale aux assuré-es, avec un pouvoir délibératif réel. Nous défendons une assurance maladie universelle remboursant à 100 % un panier de soins défini démocratiquement, incluant la santé mentale. La gouvernance des établissements de santé doit être davantage démocratisée, en facilitant la participation des patient-es, des usager-es et du personnel.

La santé ne peut plus être laissée aux logiques de marché : il nous faudra inventer un grand service public de la santé tout au long de l'existence, de la naissance à la fin de vie, présent partout sur le territoire. En 2026, 30 % des Français-es vivent dans un désert médical. La lutte contre les inégalités de santé, qu'elles soient territoriales ou sociales, nécessite le développement massif de centres de santé publics et de maisons de santé pluriprofessionnelles avec des professionnel·les salarié·es et libéraux. Aujourd'hui, plus de la moitié des jeunes médecins aspirent au salariat, que ce soit à l'hôpital, en médecine du travail ou encore en centre de santé. La revalorisation des consultations des professionnel·les du médical et du paramédical, à l'hôpital comme en libéral, est par ailleurs nécessaire, et doit être pensée de manière globale et inclure des obligations quant à la lutte contre les inégalités en santé. De même, le sauvetage de nos hôpitaux nécessite des investissements massifs pour mieux protéger les patient-es et garantir de bonnes conditions de travail et de repos aux personnels médicaux qui enchaînent les heures, et dont le dévouement est aujourd'hui la variable d'ajustement des politiques austéritaires. Nous proposons enfin un pôle public du médicament, pour soustraire les traitements essentiels aux logiques de rente par le retour à la nation de laboratoires pharmaceutiques privés : entre 2009 et 2018, les dix-huit principales entreprises pharmaceutiques cotées ont dépensé davantage en dividendes qu'en recherche.

D'ici 2035, un quart de la population pourrait souffrir d'au moins une maladie chronique, sous l'effet de l'augmentation des maladies environnementales et du vieillissement. La prise en charge et l'accompagnement des malades dans la durée exige une coopération renforcée

entre les professionnel·les de santé : nous défendons le développement de postes dédiés à la coordination des soins. Dans cette optique, le renouvellement et le remboursement des soins des personnes en affection de longue durée doivent être automatisés et simplifiés, et la prévention des maladies chroniques environnementales doit devenir une priorité. Cela suppose le renforcement de la lutte contre les PFAS et autres perturbateurs endocriniens, mais aussi des budgets pour l'information sur l'alimentation pendant la grossesse et la petite enfance. Nous appelons à la mise en place nationale d'un dispositif d'ordonnances vertes, qui permettent l'accès à une alimentation saine aux publics vulnérables, et dépendent aujourd'hui du bon vouloir des collectivités locales. Enfin, la santé au travail, pilier de la santé de chacun·e, nécessite davantage d'actions de prévention et une meilleure prise en charge.

DES INSTITUTIONS RENDUES AUX CITOYEN·NES

La Ve République a fait la démonstration de son épuisement : un président omnipotent, un Parlement contourné, un peuple consulté pour être ignoré. Il est temps de réinjecter des contre-pouvoirs et de la responsabilité. Nous affirmons l'idéal de la démocratie représentative, lieu de confrontation à jamais imparfait, toujours insuffisant, mais toujours nécessaire des antagonismes sociaux et politiques. Nous souhaitons garantir aux élu·es les moyens et les conditions d'un exercice plein et entier de la part de souveraineté populaire qui leur est confiée, en échange d'une responsabilité politique forte. Celle-ci doit s'accompagner d'un devoir d'exemplarité : toute condamnation pour des faits de violences sexistes et sexuelles, d'incitation à la haine ou à la discrimination, de détournement de fonds publics et, de manière générale, d'atteinte à la probité, doit être incompatible avec l'exercice d'un mandat politique.

La montée régulière de l'abstentionnisme dessine depuis plusieurs années en France une démocratie presque censitaire : les catégories favorisées se mobilisent davantage pour voter, tandis que celles et ceux dont le quotidien est le plus façonné par l'orientation des politiques publiques s'éloignent souvent du vote, faute d'une offre politique dans laquelle se reconnaître ou qui cherche réellement à les représenter. Pour lutter contre ce phénomène, nous plaidons pour la reconnaissance du vote blanc comme véritable expression poli-

tique, et pour l'ouverture de réflexions autour du vote obligatoire dans le cadre des débats sur une sixième République. Cela doit s'accompagner d'une rénovation des modes de scrutin, afin d'aller vers des dispositifs plus à mêmes de retranscrire l'actuelle complexité des sensibilités politiques, comme le vote au jugement majoritaire ou le scrutin proportionnel. Enfin, une réforme du mode de financement des partis politiques, pour éviter un chèque en blanc de cinq ans à chaque élection législative.

Nous défendons une démocratie continue qui ne s'arrête pas à l'acte électoral, à travers le référendum d'initiative populaire national et local et la place de la société civile organisée dans la décision à tous les niveaux. Cette démocratie du quotidien exige de rapprocher la prise de décision des habitant·es. Les communes, premier échelon de la République, ont été asphyxiées par des décennies de recentralisation budgétaire. Nous défendons des collectivités dotées de moyens financiers et de libertés d'agir réelles : les mêmes droits garantis partout, des chemins adaptés aux réalités de chaque territoire, décidés par celles et ceux qui y vivent. Au niveau national, à l'heure où les agences publiques comme l'ANSES ou l'Agence Bio sont la cible de multiples attaques au nom de la « simplification », nous affirmons notre attachement à ces structures. Si leur périmètre et leurs activités doivent pouvoir être revus et évoluer, elles jouent un rôle crucial pour produire des recommandations, objectiver les choix publics et mettre en œuvre les politiques sur le terrain. Leur travail renforce notre capacité collective d'expertise et d'action, et est nécessaire à la santé démocratique.

Au contraire, nous voulons en finir avec la République du copinage : nous proposons que la nomination des haut·es fonctionnaires aux postes les plus stratégiques (Défenseur·e des droits, Banque de France...) soit proposée par le CESE et validée par la représentation nationale. De même, il est temps de réformer le Conseil constitutionnel pour en faire une véritable Cour constitutionnelle composée de juristes, plutôt qu'une chambre de retraite pour anciens responsables politiques, et de supprimer la Cour de justice de la République afin de mettre fin à l'impunité organisée des ancien·nes ministres. Enfin, nous appelons à la convocation d'une assemblée constituante, composée de citoyen·nes tiré·es au sort, pour écrire ensemble la Consti-

tution d'une VI^e République : une République parlementaire, sociale et écologique, dont les institutions servent la délibération collective plutôt que la verticalité présidentielle.

REPRENDRE LA MAIN SUR NOTRE DESTIN COLLECTIF : SOUVERAINETÉ ET BIFURCATION ÉCOLOGIQUE

Aujourd'hui, des pans entiers de notre destin collectif échappent à toute délibération démocratique : des choix technologiques dictés par une poignée de multinationales américaines aux reculs écologiques décidés contre l'intérêt général.

La reprise de pouvoir citoyenne doit commencer par les biens communs. L'eau, l'air, la mer, les sols, l'énergie, le vivant, l'éducation, la santé, le rail, ne doivent appartenir à personne pour appartenir à tous·tes : nous voulons proposer, par référendum, de les extraire de la logique de marché, sur la base des principes constitutionnels inscrits au préambule de la Constitution de 1946, issue du Conseil national de la Résistance. De même, la planification écologique doit être organisée démocratiquement à toutes les échelles : des conventions citoyennes dotées de pouvoirs réels et contraignants, dont les conclusions ne pourront plus être balayées, et l'obligation de réaliser un référendum sur les grands projets d'infrastructure. Nous prôtons également un renforcement des contrôles pour rendre effective l'interdiction de l'obsolescence programmée, et défendons un investissement industriel massif dans le secteur du réemploi, de la réparation et du recyclage. Celui-ci génère déjà 300 millions d'euros de recettes par an, alors que 90 % des objets qui pourraient être réemployés ne le sont pas. Ce chiffre traduit un immense potentiel industriel et écologique, dont la France pourrait être la tête de proue.

À l'heure où une sixième extinction de masse, la première causée par les activités humaines, est en cours, la préservation de la biodiversité doit constituer un objectif cardinal. Elle est indispensable à l'équilibre du système Terre et à la survie de l'humanité, mais ne se réduit pas à cette seule fonction : l'humanité ne dispose d'aucun droit de prédation sur l'ensemble du vivant, dont la protection constitue un objectif politique à part entière. Nous devons rendre effectif le droit de toutes et tous à un environnement sain, à une nature riche et diversifiée, ainsi qu'à l'accès aux espaces naturels.

Cet impératif impose une refonte profonde de nos modes de production, notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'énergie. La bifurcation écologique doit organiser la transformation de notre modèle agricole pour le rendre soutenable et plus sobre : en favorisant le développement continu de l'agriculture paysanne, des circuits courts, d'une agroécologie ancrée et adaptée à son territoire. Cela passe notamment par une réforme des aides de la PAC, en mettant fin au système par hectare qui encourage la concentration et le gigantisme des exploitations, pour passer à une aide calculée sur la base des actifs agricoles. De même, dans le secteur de l'énergie, notre ambition première doit être le développement d'alternatives au fossile et au nucléaire. Il est pour cela indispensable d'investir massivement dans les énergies renouvelables, tout en multipliant les efforts pour aller vers la sobriété énergétique.

Des investissements massifs devront également être réalisés dans nos transports décarbonés, avec le développement de solutions adaptées à chaque territoire : renforcement des liaisons interdépartementales et interrégionales de transports collectifs, plan Marshall pour le vélo, réouverture des « petites lignes » de train, développement du fret ferroviaire pour qu'il devienne la norme du transport de marchandises. Cela implique la baisse du prix du train, en particulier des péages ferroviaires, pour rendre ce mode de transport plus attractif et désenclaver les territoires. Nous plaçons également pour la nationalisation des autoroutes, avec un mode de fonctionnement et de gestion redéfinis, par exemple via un droit de regard des régions. La rénovation des bâtiments et de nos villes, afin de les rendre vivables, plus économes et accessibles doit aussi être une priorité de financement.

Reprendre le pouvoir, c'est enfin affronter les immenses transformations technologiques en cours. L'intelligence artificielle redessine le travail, l'information, les rapports sociaux : des changements trop importants pour être guidés par les seuls intérêts privés. 92 % des Français-es demandent la transparence des algorithmes. Nous voulons en faire un droit : toute décision affectant l'accès aux droits, au crédit ou à l'emploi ne doit pas pouvoir être entièrement automatisée. Elle doit être supervisée par un·e humain·e et demeurer explicable et contestable. Dans les services publics comme au travail, nous défendons le droit garanti à un·e interlocuteur·ice humain·e.

Pour en revenir à l'entreprise, il est essentiel que les travailleur·ses exercent un réel contrôle sur la manière dont ces outils numériques sont intégrés à leur quotidien, par exemple via un droit de veto sur toute transformation technologique majeure. C'est la condition pour que celles-ci ne servent pas l'intensification des rythmes, de la surveillance et la perte des qualifications, mais permettent réellement d'améliorer l'exercice du travail, de gagner en productivité et de libérer du temps. Et parce que les gains de productivité de l'automatisation ne doivent pas être captés par les seuls actionnaires, nous proposons une taxation européenne dédiée à l'IA et aux robots, pour redistribuer la richesse créée avec des outils dont le développement n'a été possible que grâce aux quantités immenses de données fournies gratuitement par les peuples du monde entier. Les recettes de cette taxe doivent être fléchées vers la protection sociale et le financement du temps libéré.

Dans ce domaine hautement stratégique, la dépendance à des outils privés états-uniens est un facteur de vulnérabilités multiples particulièrement dangereux. Il est urgent de créer une alternative souveraine. Pour cela, nous plaçons pour la construction d'une IA publique européenne transparente, mutualisée, partiellement open source et responsable socialement et écologiquement. Enfin, pour mettre un coup d'arrêt à la logique actuelle et garantir le respect des protections légales européennes par les entreprises de services numériques, il est essentiel que la Commission européenne suspende toute autorisation d'exportation de données personnelles européennes vers les États-Unis, comme exigé par la Cour de Justice de l'Union européenne.

2. Pour une égalité réelle et émancipatrice

L'égalité n'est pas l'ennemie de la liberté, elle en est la condition. Une liberté qui s'arrête là où commencent les privilèges de naissance, de classe, de genre ou d'origine n'est qu'un leurre. L'égalité réelle suppose de s'attaquer aux mécanismes qui reproduisent les inégalités de génération en génération : la transmission du capital, l'exploitation des travailleuses et des travailleurs, la dévalorisation de certains métiers... afin de garantir à chacun·e un socle matériel suffisant pour exercer réellement sa liberté.

Nous affirmons que le service public est l'outil primordial de la lutte pour l'égalité. Comme le rappelle le statisticien Mathias André (2025), la redistribution monétaire via les prestations sociales n'est qu'une partie seulement du système de protection sociale. En réalité, « la réduction des inégalités est avant tout portée par les services publics » en raison notamment de leur caractère universel. Ensemble, école, logement, et santé contribuent pour 50% à la réduction des inégalités. Contre la marchandisation du monde et l'individualisme, la défense et le développement des services publics est notre objectif et notre moyen.

ROMPRE LA REPRODUCTION DES PRIVILÈGES : L'HÉRITAGE MAXIMAL

L'héritage est aujourd'hui le premier facteur de reproduction des inégalités sociales en France. 60% du patrimoine français provient de transmissions et non du travail, contre 35% en 1970 : la richesse est devenue, majoritairement, le résultat de la naissance plutôt que le fruit du travail. En France, 50% des personnes ne toucheront jamais d'héritage. Et parmi celles et ceux qui héritent, 85%, soit l'immense majorité, touchent des sommes modestes, bien en dessous des seuils d'abattement fiscaux en vigueur. Elles ne sont pas concernées par l'impôt sur la succession, et nous ne voulons pas le remettre en question. Ce que nous ciblons, c'est autre chose : les 0,1% les plus riches. Leur héritage moyen dépasse 13 millions d'euros, c'est-à-dire 180 fois plus que l'héritage médian. Cette indécence prospère en toute légalité, protégée par un labyrinthe de niches fiscales taillées sur mesure pour les ultra-riches, qui ne s'acquittent en pratique que d'une

part dérisoire des droits de succession théoriquement dus. D'ici 2040, 9 000 milliards d'euros seront transmis en héritage. C'est la plus grande transmission financière de l'histoire. Face à cela, nous avons le choix : ou bien laisser une poignée de super-héritiers capter ce trésor, ou bien qu'il serve enfin l'égalité réelle.

Nous proposons de fixer un plafond à l'héritage : un maximum de dix millions d'euros par personne, calculé sur l'ensemble du patrimoine reçu au cours d'une vie. 10 millions, c'est déjà une fortune : c'est se garantir 10 000 euros par mois de sa naissance jusqu'à ses 80 ans, sans jamais travailler une seule heure. Un horizon inimaginable pour l'immense majorité des citoyen·nes. L'accumulation sans frein n'est pas un droit : il est temps de lui fixer une limite.

Au-delà de ce seuil, ce qui est transmis revient à la nation. Cette mesure exige une réforme d'ampleur des niches fiscales, sans quoi le plafond resterait illusoire. Au contraire, à l'autre bout de l'échelle, nous défendons la gratuité réelle pour les héritages modestes, avec la prise en charge des frais de notaire par l'État. Transmettre le petit pavillon familial ne doit rien coûter ; transmettre une dynastie financière ne doit plus être possible.

L'héritage maximal n'est pas seulement un outil de justice : c'est un levier de transformation. Les parts de société récupérées à ce titre ont vocation à être regroupées dans un fonds souverain écologique, destiné à orienter les participations de l'État au service de la bifurcation écologique.

Cette refondation de la fiscalité du patrimoine passe aussi par une refonte de la taxe foncière au niveau national, dont le montant serait déterminé selon le niveau de patrimoine du ménage : il est injuste qu'un ménage endetté pour acheter son logement paie autant qu'un multi-propriétaire. Nous appelons également à la mise en place de la taxe Zucman, et souhaitons en explorer des formes plus ambitieuses. Parmi elles, la proposition d'impôt de solidarité nationale de Thomas Piketty : un prélèvement exceptionnel sur les très grands enrichissements de la décennie écoulée, doublé d'un impôt permanent de 5% à 10% sur les plus grands patrimoines. Les recettes d'une telle taxe se compteraient en centaines de milliards d'euros, rendus disponibles pour financer le bien commun.

ALLER VERS UN REVENU UNIVERSEL D'EXISTENCE

Nous portons un changement de paradigme fondamental par rapport à la mise en concurrence de tous-tes contre tous-tes pour obtenir le droit de « gagner sa vie » par le travail : la richesse existe en quantité suffisante pour garantir à chacun-e le droit de vivre dignement. Le revenu universel d'existence est l'horizon de ce changement. Que cela soit dit : nous nous opposons fermement à toute perspective d'unification des prestations sociales en un solde de tout compte déconnecté des revenus productifs, aveugle aux structures du capital, et dont le montant serait à la main de l'exécutif. Le revenu universel se conçoit comme l'aboutissement de luttes pour la répartition des richesses et la démocratisation de l'ensemble du processus productif. Il ne s'oppose pas au travail : il l'élargit, en reconnaissant enfin les activités du lien, du soin et de l'engagement que le marché ignore. L'héritage maximal, outil de redistribution inédit, permet d'en financer les premières étapes, qui répondent aux urgences les plus pressantes.

D'une part, un revenu minimum garanti pour les plus fragiles : la hausse du RSA au niveau du seuil de pauvreté et l'abrogation de sa conditionnalité. Il faut en finir avec la logique de contrôle et de suspicion qui humilie les plus précaires et fabrique du non-recours. Un revenu d'autonomie jeune par ailleurs, accessible aux 18-25 ans, fixé au même niveau : dans un pays où près d'un-e étudiant-e sur deux a déjà renoncé à se nourrir pour des raisons financières, aucun-e jeune ne doit abandonner ou mettre en péril ses études pour survivre. Un revenu pour les aidant-es enfin : à l'heure du vieillissement de la population et de la hausse des affections de longue durée, plus de 9 millions de personnes sont aidantes en France en 2026, dont une majorité de femmes. Leur engagement leur coûte plusieurs milliers d'euros par an, pèse sur leur vie professionnelle et diminue leur espérance de vie de 15 ans en moyenne. 70% ressentent de la solitude. Ces millions de personnes tiennent à bout de bras ce que la collectivité est incapable de prendre en charge. La société que nous voulons ne se satisfait pas d'exploiter ce travail invisible : elle le reconnaît, le valorise et l'accompagne.

En parallèle et en appui de ces protections, les salaires doivent bien sûr être revalorisés : hausse du SMIC, réindexation des salaires sur

l'inflation et hausse de la rémunération des stagiaires et des apprentis. Une attention particulière doit être portée à la question du revenu des agriculteur·ices : il est intolérable qu'aujourd'hui, celles et ceux qui nous nourrissent ne puissent pas vivre dignement de leur travail. Cela passe notamment par la mise en place de prix planchers couvrant les coûts de production, une exigence stricte sur les normes sanitaires, sociales et environnementales des produits importés et l'instauration de prix minimum d'entrée.

ÉTENDRE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR RÉPARER LE CONTRAT SOCIAL

En octobre 1945, le Conseil National de la Résistance créait la Sécurité sociale. C'est le plus grand conquies social de l'histoire moderne ; une des plus belles constructions du XXe siècle en termes de solidarité. Nous voulons renouer avec cette ambition fondatrice : pas seulement défendre la Sécurité sociale, mais étendre autant que possible son principe, merveilleusement juste : « chacun·e paye selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ». Nous appelons à socialiser davantage de secteurs de l'économie, pour les extraire de la logique de marché. Si ces élargissements ont un caractère universel, ils sont aussi profondément antidiscriminatoires, car ils bénéficieront d'abord aux personnes les plus vulnérables et marginalisées.

Nous appelons à la création d'une sécurité sociale féministe et inclusive. Pour la menstruation, d'abord : le système actuel fait payer aux femmes le prix de leur corps, la gynécologie étant la spécialité médicale pratiquant le plus fort taux de dépassements d'honoraires. En 2023, la précarité menstruelle touchait quatre millions de personnes. Nous défendons la gratuité de la contraception, des traitements hormonaux et des protections périodiques, à usage unique ou réutilisables. Nous proposons la création d'un arrêt hormonal de travail, couvrant la diversité des problématiques liées à la vie menstruelle, des règles incapacitantes à la ménopause.

Cette sécurité sociale inclusive implique aussi la gratuité du dépistage pour toutes et tous, la prise en charge des soins psychologiques, mais aussi de ceux liés aux transitions de genre. Celles-ci doivent pouvoir être accompagnées, personnalisées et intégralement remboursées, sans passer par la procédure longue et incertaine de l'affection

de longue durée. En France, près de deux tiers des personnes trans vivent sous le seuil de pauvreté, et leur taux de suicide est huit fois plus élevé que pour la population générale. Les discriminations et la stigmatisation, alliées aux difficultés d'accès à la transition, aggravent le mal-être psychique. A l'heure où les forces réactionnaires attaquent les existences qui s'écartent de la norme, nous voulons, au contraire, réaffirmer leur droit à la différence, à une vie digne et au respect de leurs droits et aspirations.

Nous plaidons également pour l'ouverture d'une sécurité sociale de la mort. Le secteur funéraire est dominé par deux groupes privés qui réalisent 35% du chiffre d'affaires du secteur et contrôlent les deux tiers des crématoriums. Depuis la libéralisation de 1993, les prix ont augmenté de 56%, deux fois et demie plus vite que l'inflation. Mourir coûte en moyenne 3 800 euros, et les aides existantes, souvent méconnues, laissent plus d'un milliard d'euros non réclamés chaque année. Dès 2008, 53% des Français-es estimaient que les pompes funèbres devraient être un service public sans but lucratif. Nous proposons d'universaliser et d'automatiser les aides au décès, de conventionner les entreprises funéraires, et d'ouvrir la voie à des obsèques écologiques accessibles à tous·tes.

Enfin, nous appelons à multiplier et soutenir, partout, les expérimentations autour de la Sécurité Sociale de l'Alimentation, pour répondre à la fois à l'enjeu du revenu paysan et au droit à une alimentation saine et accessible garantissant la santé environnementale de toutes et tous. Les initiatives actuelles sont foisonnantes, et manquent d'un accompagnement public à la hauteur.

DES INÉGALITÉS STRUCTURELLES À RENVERSER

OUTRE-MER : EN FINIR AVEC LA RÉPUBLIQUE À DEUX VITESSES

Dans les Outre-mer, les inégalités structurelles prennent une forme particulièrement brutale. Vivre y coûte 30 à 40% plus cher que dans l'Hexagone, pour des revenus souvent inférieurs de moitié. La grande pauvreté y est 5 à 15 fois plus fréquente. Le chômage des jeunes atteint 47% en Guyane. Cette situation n'est ni un accident ni une fatalité géographique, mais l'héritage d'un système colonial qui perdure sous

d'autres formes : une économie structurée par l'importation, la rente et les monopoles. Un système qui maintient ces territoires dans une dépendance artificielle et étouffe toute souveraineté locale. Refuser la précarité structurelle des territoires ultramarins, c'est affirmer que la justice sociale et la dignité ne peuvent dépendre d'un code postal. C'est aussi réaffirmer qu'ils ne sont pas des marges, mais des avant-postes des luttes sociales, écologiques et antiracistes.

Les Outre-mer abritent 80% de la biodiversité nationale et ne produisent que 5,4% des émissions françaises de gaz à effet de serre ; ils subissent pourtant de plein fouet une accumulation de vulnérabilités environnementales et climatiques. Nous défendons un plan équitable et solidaire pour ces territoires : un plan d'adaptation pluriannuel doté de budgets dédiés, construit avec les collectivités et tenant compte des savoirs locaux. Il passe par la reconquête de la souveraineté alimentaire et hydrique, en modernisant des réseaux d'eau qui perdent jusqu'à 60% de la ressource en Guadeloupe, et en défaisant l'économie de plantation : sortie des monocultures d'exportation au profit de cultures vivrières, fin des monopoles, ouverture sur les pays limitrophes pour briser l'isolement imposé par l'Hexagone. Il exige aussi de rendre justice aux victimes du chlordécone, par la reconnaissance d'un crime environnemental d'État, une indemnisation et la dépollution des sols et des eaux.

Nous voulons enfin faire de la mobilité des jeunes ultramarin·es un droit fondamental : quand un aller-retour entre Nouméa et Paris coûte plus de 2 000 euros, la continuité territoriale républicaine est une fiction. Nous proposons un droit universel à la mobilité et le développement des formations locales pour que partir soit un véritable choix, ainsi que l'ouverture de mobilités vers les bassins régionaux.

ÉGALITÉ DE GENRE ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Si des décennies de luttes féministes ont permis d'immenses avancées, la domination masculine continue de s'exercer dans toutes les sphères de la vie privée et publique, de manière plus ou moins visible. Proclamer l'égalité de genre « grande cause du quinquennat » ne suffit en rien à renverser un système d'oppression si ancien, ancré dans nos institutions et nos représentations. Sans volonté de transformation

radicale, la société continue d'entretenir les structures qui produisent les inégalités : de la dévalorisation des métiers féminisés à l'impunité des violences, en passant par l'invisibilisation du travail domestique.

Au moins une femme sur deux a déjà subi une violence sexuelle en France. Ce chiffre est multiplié par quatre concernant les femmes en situation de handicap. Un viol ou une tentative de viol a lieu toutes les deux minutes trente. 91% des victimes connaissent leur agresseur, un homme dans 97% des cas. En 2024, 141 féminicides ont été recensés, un décompte morbide qui ne recule pas, année après année. Derrière ces chiffres, ce sont des vies entières qui sont marquées par un système qui protège mieux les agresseurs que les victimes. La Ciivise a chiffré à dix milliards d'euros par an le coût des conséquences des violences sexuelles sur les enfants en France.

Face à ce constat insoutenable, nous défendons une loi-cadre de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, dotée de trois milliards d'euros pour sa mise en œuvre. Elle comprend l'imprescriptibilité des crimes et délits sexuels sur mineur-es, parce que l'amnésie traumatique et le silence imposé par les agresseurs ne connaissent pas de délais de prescription. Elle garantit la prise en charge thérapeutique à 100% des victimes et un accompagnement sociojuridique automatique à tout dépôt de plainte. Elle rend obligatoire la formation de toutes les professionnel·les de l'éducation et du soin au repérage des violences sexuelles, notamment sur les enfants. Elle s'accompagne d'une éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle effective, sans concession faite dans les programmes aux lobbies réactionnaires. Elle doit inclure la sensibilisation aux identités LGBTQIA+, afin de bâtir une société égalitaire et fondée sur le respect de l'autre dès le plus jeune âge.

L'égalité économique entre les femmes et les hommes exige aussi des outils contraignants. Les salaires des femmes sont inférieurs de 22% à ceux des hommes, leurs retraites de 40%, conséquence des carrières hachées et du temps partiel subi. Nous défendons la revalorisation salariale des métiers féminisés, la lutte contre les préjugés genrés dans l'orientation professionnelle, une égalité salariale vérifiable entreprise par entreprise, et un congé parental égal au congé maternité obligatoire pour le second parent : tant que la parentalité pèsera

sur les seules femmes, l'égalité professionnelle restera un vœu pieux. Nous appelons également à la constitutionnalisation du *droit* à l'IVG, et non de la simple « liberté », pour engager l'Etat à garantir son effectivité. Enfin, nous proposons d'engager une réflexion nationale pour aboutir à une proposition de législation pour l'autodétermination du genre.

HANDICAP : UNE ÉGALITÉ STRUCTURELLE À CONSTRUIRE

Le handicap touche 17% de la population, presque une personne sur cinq : une réalité considérable que les pouvoirs publics traitent encore comme une exception. Le validisme est une discrimination systémique, profondément ancrée dans nos institutions et nos imaginaires, qui maintient les personnes en situation de handicap en marge de l'école, de l'emploi, de l'espace public et de la vie citoyenne. Le taux de chômage des personnes concernées est deux fois supérieur à la moyenne nationale. Ces chiffres révèlent moins l'incapacité des personnes que celle d'une société qui n'a pas encore décidé de les traiter à égalité.

Des années après la loi du 11 février 2005 et la ratification par la France de la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées, les constats sont sévères : plus de 600 000 personnes vivent encore en institution, l'accessibilité généralisée reste un vœu pieux, le droit à l'éducation n'est toujours pas garanti, et des milliers de personnes doivent quitter la France faute de solutions adaptées.

Nous voulons une école réellement inclusive : un statut de fonctionnaire, une revalorisation et une formation réelle pour les AESH, des moyens matériels pour accueillir tous-tes les élèves sur l'intégralité du temps scolaire et extrascolaire y compris au lycée. Il faut faire de l'établissement spécialisé une exception, et non la règle par défaut. L'accès effectif à toutes les formations professionnelles, aujourd'hui largement inaccessibles, doit être garanti. La formation antivalidiste doit être rendue obligatoire pour les employeurs, les amendes pour non-respect du quota de 6% de travailleur-ses handicapé-es augmentées et ce seuil progressivement relevé. Nous défendons l'accessibilité universelle comme règle de droit, pour tout le bâti neuf comme pour les transports, les bâtiments publics et les services numériques : un-e

citoyen-ne qui ne peut accéder à un bureau de vote ou à un service public n'est pas un-e citoyen-ne à part entière.

Nous portons enfin un plan national de désinstitutionnalisation, pour refuser la relégation et l'exclusion. Ce plan repose sur un engagement budgétaire pluriannuel pour le développement massif d'alternatives aux institutions : logements adaptés, services d'accompagnement à domicile, aides à la vie autonome. Ces politiques publiques doivent être co-construites avec les personnes concernées et leurs collectifs. Ce plan s'accompagne d'une refonte de la branche autonomie de la Sécurité sociale : revalorisation de l'AAH au niveau du SMIC et un meilleur cumul possible avec les revenus du travail. Vivre dignement parmi les autres ne peut pas rester un combat pour 12 millions de nos concitoyen-nés.

FRANÇAIS-ES DE L'ÉTRANGER : DES CITOYEN-NES À PART ENTIÈRE

Les 2,5 millions de Français-es établi-es hors de France sont devenu-es, ces dernières années, le terrain d'expérimentation d'un désengagement méthodique de l'État. Notre enseignement français à l'étranger est livré à une marchandisation croissante qui l'éloigne des classes moyennes, françaises comme étrangères. La protection sociale des Français-es de l'étranger s'éloigne, elle aussi, des principes de notre Sécurité sociale, où chacun-e contribue selon ses moyens pour que la solidarité nationale couvre les risques de tous et toutes, en particulier des plus démunis-es. À cela s'ajoutent l'attrition des services consulaires et la saturation des services régaliens : les Français-es de l'étranger paient le prix d'une politique publique démantelée et incohérente. Nous soutenons l'appel de la société civile et des élu-es des Français-es de l'étranger, qui attendent que le gouvernement les traite enfin comme des citoyen-nés à part entière.

Nous voulons garantir l'accès à l'éducation française à tous les enfants, où qu'ils vivent. Le réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) doit remplir pleinement sa mission de service public, avec des aides à la scolarité attribuées quand nécessaire, et un soutien à l'enseignement en langue française au-delà des seuls établissements homologués. L'école inclusive ne s'arrête pas aux frontières : les AESH qui accompagnent les enfants à l'étranger doivent bénéfi-

cier d'un contrat et d'un statut décents. Nous voulons également que l'AEFE puisse se consacrer pleinement au renforcement du réseau d'établissements français à l'étranger, sans avoir à financer les charges patronales des pensions civiles des personnels détachés de l'Éducation nationale.

Sur la protection sociale, nous refusons que la Caisse des Français de l'étranger reste la seule caisse de notre système de Sécurité sociale à devoir financer seule des missions de service public qui lui sont confiées par l'État. Seul l'État peut mobiliser la solidarité nationale par la redistribution des contributions sociales et fiscales, y compris celles versées par les Français-es de l'étranger. Nous voulons qu'il prenne enfin ses responsabilités et contribue aux missions de service public assumées par la CFE, notamment l'accès universel à la protection sociale garanti à tous·tes les Français-es résidant à l'étranger, ou encore l'accès au tarif aidé.

3. Un nouveau Pacte de Fraternité, pour une société du soin, du lien et de l'accueil

La fraternité n'est pas une valeur sentimentale, mais un véritable projet politique : celui d'une société qui reconnaît l'interdépendance comme condition humaine fondamentale, qui refuse la compétition et la défiance comme règles du jeu social. Une société qui, au contraire, fait du soin à celles et ceux qui nous entourent, à nos frères et sœurs en humanité comme au vivant en général, le fondement du contrat social. Contre le récit de l'extrême droite, qui prospère sur la peur et la hiérarchie, nous opposons un projet d'empathie, de lien et d'accueil.

POUR UNE SOCIÉTÉ DU SOIN

Le travail de soin est invisible, sous-payé, assigné de façon disproportionnée aux femmes, aux personnes racisées et migrantes. Cette double dévalorisation, du travail et de celles et ceux qui l'accomplissent, perpétue leur relégation. Reconnaître le soin comme contribution essentielle au bien commun est un impératif politique. Une société qui sous-paie celles et ceux qui prennent soin, éduquent et accompagnent révèle l'échelle réelle de ses valeurs. C'est aussi le sens du modèle du temps libéré auquel nous aspirons : il doit permettre à chacun-e de s'investir dans la vie sociale, notamment dans les associations qui constituent le terreau du vivre ensemble, de l'éducation populaire et de l'épanouissement.

Prendre soin, c'est aussi garantir des services publics à visage humain. La dématérialisation forcée a supprimé les guichets là où les gens en ont le plus besoin, excluant les plus fragiles et déshumanisant le travail des fonctionnaires eux-mêmes. Nous voulons rétablir partout un accueil humain et lutter contre la fracture numérique : aucun droit ne doit dépendre de l'accès à internet ou de la maîtrise des outils digitaux, à l'heure où 15% de la population française souffre d'illectronisme.

Cette société du soin est aussi une réponse au sentiment d'insécurité. La sécurité ne se réduit pas à la répression des délits et des crimes : elle se construit par la présence de liens, de services, de dignité. En 2024, le taux de récidive cinq ans après la sortie de prison atteignait 63 % :

le tout-carcéral ne protège personne. Les Français-es le savent : 81 % souhaitent renforcer les actions sociales dans les quartiers en parallèle des mesures sécuritaires.

UNE JUSTICE AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ

La sécurité passe par une justice proche, réactive et fermement indépendante, garante des libertés publiques. Nous voulons la doter de moyens renforcés pour permettre aux magistrat-es d'exercer leurs missions dans de bonnes conditions et garantir un service public accessible sur tout le territoire.

Rendre justice ne signifie pas punir toujours davantage. L'inflation législative et sécuritaire des dernières années n'a pas produit les résultats promis : elle a complexifié le droit, engorgé les tribunaux et les prisons et parfois fragilisé nos libertés, sans suffisamment traiter les causes de la délinquance. Nous voulons sortir de cette fuite en avant, et refusons l'opposition artificielle entre prévention et fermeté. La véritable fermeté consiste à choisir les politiques qui fonctionnent. Une politique de sécurité efficace doit agir avant, pendant et après l'infraction. Cela suppose de réinvestir dans la prévention spécialisée, la protection de l'enfance, l'insertion et les associations qui interviennent au plus près des personnes, directement sur le terrain. Cela suppose également de donner à la justice les moyens de mieux accompagner les victimes et de développer, chaque fois qu'elles sont adaptées, les alternatives à l'incarcération, les mesures de probation et la justice restaurative. La peine doit protéger la société, réparer autant que possible le préjudice subi et permettre la réinsertion : préparer la sortie et prévenir la récidive protège davantage que laisser la prison devenir un lieu de désocialisation et de reproduction de la violence.

Cette exigence vaut aussi pour le narcotrafic, qui menace directement notre pacte républicain : ces dernières années, des candidat-es, des élu-es, des magistrat-es et des citoyen-nes ont été menacé-es ou intimidé-es par des réseaux criminels. La France mène pourtant depuis des décennies l'une des politiques les plus répressives d'Europe en matière de stupéfiants, sans avoir fait disparaître ni la consommation ni les trafics. Concentrer policier-es, magistrat-es et places de prison sur les consommateur-ices et les petits revendeurs ne désorganise pas durablement les réseaux. Ceux-ci prospèrent aussi sur les fractures

de notre société : là où l'école décroche, où l'accès à l'emploi se ferme, ils trouvent plus facilement une main-d'œuvre jeune et vulnérable. Lutter contre le narcotrafic suppose donc d'investir massivement dans l'éducation, la médiation, l'emploi et les services publics des territoires les plus exposés, tout en rétablissant une police de proximité capable de construire une relation durable avec les habitant-es.

Nous voulons au contraire concentrer les moyens d'enquête sur les têtes de réseaux, leurs logisticiens, leurs circuits de blanchiment et leurs patrimoines, et nous attaquer à la racine du problème : l'assèchement des ressources financières qui alimentent ces organisations. Nous devons ouvrir un débat lucide sur les moyens les plus efficaces de tarir cette manne, notamment par une politique de légalisation et de distribution strictement encadrée de certaines substances pour les adultes informé-es, afin de retirer aux mafias le contrôle de marchés aujourd'hui abandonnés à l'illégalité. Il faut cesser de traiter les consommateur-ices comme le dernier maillon d'une chaîne pénale, et considérer les addictions pour ce qu'elles sont : un enjeu majeur de santé publique. Cela implique d'investir dans la prévention, la réduction des risques et l'accompagnement des personnes dépendantes.

La République doit être plus forte que les trafics : cela suppose des moyens, du courage politique et une stratégie combinant prévention, éducation, santé publique, répression ciblée des organisations criminelles et assèchement de leurs profits.

LE DROIT À SES DROITS : NON-RECOURS ET POLITIQUES SOCIALES

Des millions de personnes ne bénéficient pas des droits auxquels elles peuvent légalement prétendre. Le non-recours dépasse 30 % pour de nombreux dispositifs. Ce chiffre est le résultat d'une complexité administrative délibérée et d'une logique de suspicion qui épuise les personnes précaires avant qu'elles n'obtiennent ce qui leur revient. Nous défendons l'automatisme du versement des minima sociaux : les droits doivent aller vers les gens, plutôt que l'inverse.

Le logement est l'un des droits les plus fondamentaux qui demeure aujourd'hui bafoué pour trop nombreux-ses de nos concitoyen-nes. Entre 300 000 et 350 000 personnes sont sans domicile fixe en France

selon la Fondation pour le logement des défavorisés, dont 38 % de femmes, 25 % de familles monoparentales et 20 % de jeunes de 18 à 25 ans. La nuit du 18 au 19 août 2025, plus de 2 000 enfants dormaient dans la rue, dont 500 de moins de trois ans. Dans la septième puissance économique mondiale, ce scandale appelle des réponses immédiates. Nous voulons mettre en œuvre le droit à l'hébergement opposable et son principe d'inconditionnalité, engager un plan massif de construction de logements sociaux et intégrer les résidences étudiantes privées aux parcs CROUS dans les villes tendues. Face au réchauffement climatique, une adaptation d'ampleur est nécessaire : un plan national de rénovation du bâti, volets et isolation compris. Pour forcer les propriétaires à engager les travaux nécessaires, nous proposons de créer un droit nouveau pour les locataires de passoires et de bouilloires thermiques : celui de ne pas payer son loyer lors des événements climatiques intenses, canicules comme grand froid. Un logement qui met en danger ses habitant-es ne mérite pas d'être payé.

ANTIRACISME : NOMMER, MESURER, AGIR

Soixante ans après les décolonisations, le racisme demeure systémique en France. Un système de domination ancré dans des siècles d'histoire ne s'efface pas sans un travail politique volontairement antiraciste. Pourtant, cette réalité demeure doublée d'un déni politique obstiné, comme si la reconnaissance des discriminations, davantage que leur existence documentée, menaçait la République. Pour ne citer qu'un seul chiffre, rappelons que le Défenseur des Droits a établi dès 2017 que les personnes perçues comme noires ou arabes ont une probabilité 20 fois plus élevée d'être contrôlées par la police. De Zyed Benna et Bouna Traoré, morts à l'âge de 17 et 15 ans en 2005, à El Hacem Diarra, travailleur mauritanien décédé en garde à vue en 2026 après une interpellation d'une violence inouïe, la liste des personnes racisées tuées par la police est bien trop longue, et les réponses politiques continuent de se faire attendre. Ces exemples ne relèvent pas de comportements individuels : ils révèlent un problème institutionnel.

Mettre fin à l'impunité des violences policières exige une réforme profonde de l'IGPN et de l'IGGN. Le modèle britannique montre qu'une autre voie existe : une agence civile indépendante du ministère de l'Intérieur, dont aucun dirigeant ne peut être issu

des forces de l'ordre, transparente dans ses résultats et orientée vers l'amélioration de la confiance du public plutôt que vers la protection de l'institution. En France, l'IGPN est constituée à 72 % de policier·es en exercice et se donne pour mission de « protéger la police d'elle-même ». L'écart dit tout. Nous voulons créer une autorité de contrôle de la police complètement indépendante et instaurer le récépissé de contrôle d'identité pour rendre le profilage racial mesurable et donc combattable. Il est également indispensable d'abroger la loi de 2017 sur l'usage des armes à feu en cas de refus d'obtempérer, tout comme celle de juillet 2026 garantissant la présomption d'usage légitime de l'arme pour les forces de l'ordre. Nous défendons enfin une formation initiale des policier·es portée à deux ans, avec un accent fort mis sur la désescalade, les techniques de mise à distance et la lutte contre les VSS, les discriminations racistes et LGBTQIphobes.

Au-delà des violences policières, les discriminations racistes perdurent dans tous les domaines de la vie : emploi, logement, santé, justice, éducation. Y répondre exige des outils contraignants et des moyens réels. Nous voulons élargir les prérogatives du Défenseur des Droits, avec la création d'un fonds de soutien aux actions de groupe contre les discriminations qui lui soit rattaché et un pôle d'accompagnement juridique dans le dépôt de plainte : les victimes ne doivent plus porter seules le poids de la preuve et de la procédure. Nous défendons l'obligation de formation à la non-discrimination dans les domaines où elle est particulièrement prégnante : la fonction publique et les grandes entreprises, le marché du logement, les professionnel·les de santé. Et parce qu'aucune réconciliation ne se construit sur le déni, nous proposons la création d'une journée nationale de mémoire de la colonisation, crime contre l'humanité.

L'antiracisme exige de combattre avec la même vigueur tous les racismes : de l'antisémitisme et l'islamophobie, en augmentation, à l'antitsiganisme, tristement banalisé, en passant par toutes les formes de discrimination raciales. Quand un ministre de l'Intérieur en exercice déclare « à bas le voile ! », comme l'a fait Bruno Retailleau le 26 mars 2025, c'est le gouvernement lui-même qui légitime la stigmatisation. Celle-ci a des conséquences très concrètes : 75 % des victimes d'actes islamophobes sont des femmes. Des polémiques sur l'abaya à celles sur le burkini, il est urgent d'en finir avec le dévoiement du principe

de laïcité à des fins xénophobes. La loi de 1905 n'est ni un outil de stigmatisation ni une arme contre une partie de la population : elle garantit la liberté de conscience, l'égalité de toutes et tous et la séparation des Églises et de l'État. Nous devons défendre fermement cette laïcité républicaine, fidèle à ses principes, contre toutes celles et tous ceux qui cherchent à la dénaturer pour exclure, discriminer ou désigner des boucs émissaires.

À l'école, l'antiracisme doit devenir un principe fondamental et assumé, avec des sessions annuelles d'éducation à la lutte contre les discriminations raciales. La mixité sociale doit y être une priorité, grâce à une révision des cartes scolaires. Les enfants apprennent très vite de leur environnement : les études montrent qu'ils commencent à intérioriser des préjugés racistes dès deux à quatre ans. Ceux-ci se déconstruisent aussi par le lien et l'interconnaissance. Nous entendons soutenir, par des financements dédiés aux collectivités locales et construits avec les habitant-es, les fêtes et les animations de proximité qui rassemblent au-delà des origines et des appartenances. Nous voulons rendre le sport accessible à tous-tes, dans les grandes villes comme dans les villages, à tous les âges et quelle que soit la situation financière ou médicale, comme espace de mixité et de cohésion sociale. La ruralité et les quartiers populaires, en particulier, doivent voir leurs moyens renforcés pour que ce lien s'y construise aussi solidement qu'ailleurs.

Nous portons enfin une exigence de tolérance zéro pour les discours de haine : interdiction d'antenne pour les personnes condamnées pour incitation à la haine ou à la discrimination, et obligation d'exemplarité pour les fréquences publiques, dont le retrait doit être facilité pour les chaînes manquant aux obligations de pluralisme et de déontologie. Le racisme n'est pas une opinion comme une autre mais un délit ; et si la liberté d'expression doit être protégée absolument, elle ne saurait servir de paravent aux discours appelant à la haine.

MIGRATIONS ET EXIL : L'ACCUEIL HUMAIN QUI NOUS FAIT TANT DÉFAUT

La France a des obligations morales, juridiques et historiques envers les personnes contraintes à l'exil. Elle porte aussi une responsabilité dans les crises qui les provoquent : conflits liés à des décennies d'ingé-

rence, dérèglement climatique, exploitation néocoloniale. Il ne s'agit pas de charité mais de responsabilité, de décence et d'humanité.

Nous voulons en finir avec la fabrique des sans-papiers. Cela commence dans les pays d'origine, en facilitant l'obtention de visas pour ouvrir des voies légales de migration accessibles et adaptées aux réalités de la mobilité internationale : chaque voie ouverte est un drame évité sur les routes migratoires irrégulières, et un pas vers le démantèlement des réseaux de trafic d'êtres humains. Cela se poursuit sur notre sol, en inversant la logique de l'intégration. Aujourd'hui, une « intégration » définie selon des principes flous et toujours plus restrictifs est devenue la condition du droit au séjour. Or, comment s'intégrer quand la menace d'une expulsion soudaine pèse sur le quotidien ? Nous proposons de créer un service public de l'intégration : apprentissage de la langue, facilitation de l'équivalence des diplômes, accompagnement dans l'accès au logement et au travail. Nous défendons la régularisation massive des personnes sans papiers installées en France, et la simplification du droit au séjour en faisant des titres pluriannuels la règle. Cela doit s'accompagner de la suppression de l'autorisation administrative de travail, qui maintient les travailleur·ses étranger·es sous la coupe du patronat, au détriment des droits de l'ensemble de celles et ceux qui travaillent. Ces mesures de justice sont aussi des mesures de bon sens : elles résorberaient l'engorgement insensé des préfectures et mettraient fin à la précarité administrative artificiellement organisée par des années de politiques anti-immigration dictées par l'extrême droite. Nous portons également le droit de vote aux élections locales pour les étranger·es résidant légalement en France depuis cinq ans, comme c'est déjà le cas pour les immigré·es intra-européen·es. Enfin, nous voulons faciliter l'obtention de la nationalité française pour les personnes résidant en France depuis plus de 10 ans : d'une décision discrétionnaire par décret, nous souhaitons passer à une naturalisation sur déclaration, de plein droit pour toutes celles et ceux qui remplissent les critères d'éligibilité.

La rétention administrative, système qui prive de liberté des personnes n'ayant commis aucun crime, doit devenir le dernier recours réservé aux cas de menace réelle pour l'ordre public, avec une durée maximale ramenée à 20 jours : la grande majorité des éloignements ont lieu dans les premiers jours, et au-delà, l'enfermement ne sert

plus qu'à briser des vies. Nous voulons développer les alternatives, dont le départ volontaire, et en finir avec l'obsession du taux d'expulsion. Il est également nécessaire d'accorder un titre de séjour pérenne aux personnes non expulsables, pour mettre fin à des situations de non-droit et d'enfermement inutile.

Celles et ceux qui viennent en France chercher le refuge méritent également un accueil digne. L'enfermement aux frontières doit cesser, afin de garantir à chacun·e le droit de demander l'asile souverainement, conformément aux dispositions de la Convention relative au statut de réfugié de 1951. Nous défendons en outre l'augmentation des moyens humains de l'Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA), pour faire de la qualité du traitement des demandes la priorité, et la construction de nouvelles places d'hébergement afin de garantir à chaque demandeur et demandeuse un toit.

À l'école, nous proposons une grande campagne de sensibilisation aux réalités de l'immigration, en partenariat avec les associations, pour déconstruire les préjugés et répondre aux mensonges de l'extrême droite avec des faits et des récits humains.

En Méditerranée enfin, la mort sert aujourd'hui d'outil cynique et indigne de contrôle migratoire. Au moins 2 108 personnes sont mortes en mer en 2025, 40 000 depuis 2014. Pendant ce temps, le budget de Frontex est passé de 6 millions d'euros en 2005 à 845 millions en 2023, multiplié par 140 en moins de vingt ans, alors que l'agence est accusée de multiples complicités de violations des droits humains. Nous voulons impulser, au niveau de l'Union européenne, un dispositif coordonné de sauvetage en mer, financé par la réallocation des crédits de Frontex, qui doit être supprimée. Sauver des vies doit redevenir la première mission de l'Europe en Méditerranée.

POUR L'INTERNATIONALISME, L'INTÉGRATION EUROPÉENNE ET LA PAIX

La fraternité ne s'arrête pas aux frontières. La France n'existe pas isolée du monde, et les réponses aux défis de notre époque, de la crise climatique à la montée des autoritarismes, ne se construisent pas uniquement au niveau national.

Nous défendons une Europe souveraine, démocratique et écosociale : rééquilibrage du pouvoir entre la Commission technocratique et le Parlement élu, harmonisation des droits sociaux et des normes environnementales vers le haut, défense européenne coordonnée. Cette souveraineté passe par le développement d'outils propres, dont un commandement intégré, et d'instances politiques nouvelles, comme un conseil de sécurité continental, permettant d'avancer sans attendre une réforme fastidieuse des traités et d'associer des pays hors de l'Union, du Canada au Royaume-Uni en passant par l'Ukraine.

Notre diplomatie doit être au service de la paix : soutien plein à l'effort de guerre ukrainien, résolution politique des conflits plutôt qu'escalade militaire, contribution active à un ordre mondial multilatéral fondé sur le droit international. Notre politique extérieure doit être confortée pour diffuser une voix européenne et internationaliste, affirmant le respect du droit international à l'encontre de tous les impérialismes. Cela passe notamment par le renforcement de notre réseau diplomatique français, largement réduit ces dernières années. Cette exigence commence par l'exemplarité et le refus de la complicité silencieuse : nous défendons la fin des partenariats avec l'Etat d'Israël coupable de génocide et d'apartheid, et l'arrêt de toute collaboration militaire avec les États sérieusement soupçonnés de violation du droit international et des droits humains.

Nous voulons ouvrir le débat sur les réparations de l'esclavage et des colonisations. Après la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU reconnaissant, en mars 2026, la traite transatlantique et l'esclavage comme le « plus grave crime contre l'humanité », les pays africains et des Caraïbes ont adopté un texte commun en dix-huit points. Il détaille de multiples pistes de réparations : excuses officielles, accélération des restitutions d'artefacts et de restes humains, réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, allègements ou restructurations des dettes, justice climatique. La France doit s'engager dans ce débat avec la lucidité que son histoire lui impose. En particulier, elle doit enfin ouvrir la voie à la réparation financière envers la République haïtienne, pour la dette extorquée lors de son indépendance pour l'indemnisation des esclavagistes français, dont Haïti n'a achevé le remboursement que dans les années 1950. Ces réparations doivent être faites au nom de la France, mais devront être financées par une juste

contribution des entreprises et patrimoines financiers aujourd'hui héritiers et receleurs de cette rançon.

Ces débats s'inscrivent dans une exigence plus large : refonder la relation de l'Europe aux Afriques et à la Méditerranée. Une politique de solidarité internationale nouvelle doit voir le jour, fondée sur un partenariat multidimensionnel et l'égalité des parties prenantes, plutôt que sur les rapports de forces économiques qui structurent encore les institutions de Bretton Woods. Des coopérations, y compris décentralisées, avec la Méditerranée, la zone afro-caribéenne et les pays asiatiques, doivent remettre à plat les rapports de domination passés et présents. Les aides au développement, mises en danger par des coupes budgétaires drastiques, doivent être défendues et leurs principes réformés, pour une refondation horizontale aux modalités communes et mutuelles. La fraternité que nous voulons faire vivre en France est la même que nous devons au monde.

III. LE CHEMIN : L'UNITÉ ET LA VICTOIRE

Pour porter ce projet de transformation radicale, nous avons besoin de gagner. Et pour cela, une seule solution : l'union de toute la gauche et des écologistes.

CONTRE LE NARRATIF DES GAUCHES IRRÉCONCILIABLES

Une vague nationaliste et réactionnaire traverse la planète et menace de submerger nombre de démocraties sur son passage. L'Europe et la France ne sont pas épargnées. La catastrophe nous guette, avec elle une chape de plomb raciste, antisociale, climaticide et autoritaire dont il faudrait des années pour relever le pays. C'est dans ce contexte que se posent les débats stratégiques et programmatiques auxquels la gauche est confrontée. La gravité du moment exige responsabilité et détermination.

Uni-es, nous gagnons ; divisés, nous perdons tout. Le narratif des gauches irréconciliables est le meilleur service que nous puissions rendre à nos adversaires. Il n'y a pas de gauche qui gagne seule en France : les victoires de 1936, 1981, 1997 et 2024 ont toujours été des victoires collectives. Les défaites, elles, ont toujours eu lieu dans la division.

En 1936, communistes et socialistes se sont alliés malgré des oppositions bien plus profondes que celles qui nous différencient aujourd'hui. Cette union s'est faite sous la pression populaire ; elle a obligé les partis à sortir de leur logique boutiquière pour le bien commun. Face à l'offensive de l'extrême centre, de la droite radicalisée et de la menace fasciste, ce qui rassemble notre camp politique est infiniment plus important que ce qui nous divise. L'union est le gage de notre crédibilité auprès de celles et ceux qui veulent que leur vie change et que leurs enfants vivent demain mieux qu'eux-mêmes. Elle

est indispensable dans un paysage politique structuré en trois blocs, au sein duquel s'accélèrent les convergences entre les droites et l'extrême droite.

Le Nouveau Front Populaire l'a démontré : après la dissolution de 2024, en quelques heures seulement, la gauche a su se rassembler et déjouer tous les pronostics. Ce qui s'est fait dans l'urgence peut se construire dans la durée. Génération·s, membre fondateur de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale en 2022 puis du Nouveau Front Populaire en 2024, s'engage encore aujourd'hui avec toute sa force à faire vivre la promesse d'union. Nous appelons à son élargissement à tous les acteurs politiques et citoyens qui se sont reconnus dans le NFP, pour en faire un point d'appui d'une recomposition durable et unitaire de la gauche française, débarrassée de ses querelles de chapelles et tournée vers les Françaises et les Français. Nous plaidons pour un cadre démocratique de rassemblement des forces de gauche derrière une candidature unique à l'élection présidentielle, porteuse d'un projet de transformation radicale de la société.

BÂTIR DANS LA DURÉE

L'union électorale sans construction politique commune produit des coalitions fragiles. Pour reconstruire dans la durée une gauche utile aux aspirations de son camp social, nous devons travailler à la construction d'un cadre permanent : celui d'un grand parti de gauche à vocation majoritaire. Il est temps de donner à la gauche et à l'écologie un outil politique qui irrigue tous les territoires, travaille et agit pour préparer la conquête et l'exercice des responsabilités.

Il ne s'agit pas de fusionner toutes les sensibilités dans une organisation qui nierait leurs différences, mais de construire un espace politique commun, populaire et démocratique. Cet espace doit rester en lien permanent avec les syndicats, les associations et les mouvements sociaux : un outil de représentation politique ancré dans la société civile et les aspirations du peuple de gauche. Cela implique que la validation des candidatures et des projets repose pleinement sur les militant·es, au sein de notre parti comme à l'échelle de toutes les forces qui se reconnaissent dans l'union de la gauche. Afin d'être fidèles à nos engagements, nous devons faire vivre dans nos pratiques ce que nous défendons dans notre projet politique. La participation des mi-

litant-es n'est pas un simple principe d'affichage : elle est au cœur de notre crédibilité collective. C'est elle qui garantit la légitimité de nos choix, la force de notre projet commun et la confiance que nous inspirons. À l'heure où le renouveau démocratique est une attente profonde, redonner toute leur place aux militant-es, c'est raviver l'engagement, renforcer notre ancrage populaire et réaffirmer un équilibre démocratique indispensable entre les responsables politiques et les citoyen-nes mobilisé-es.

L'exigence programmatique se construit dans le même mouvement. Les crises énergétique, écologique, économique, sociale et démocratique se confondent et minent chaque jour davantage la cohésion nationale, la justice et la dignité. Il faut y apporter des réponses systémiques, puissantes, audacieuses et crédibles, qui marquent une rupture nette avec les dogmes du passé. C'est ce à quoi ce manifeste s'est employé : dessiner des pistes, des propositions désirables, sans prétendre les arrêter seul-es. Nous voulons les partager avec nos partenaires de la gauche et des écologistes, les enrichir de leurs idées comme de celles de toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans les constats que nous dressons, dans les aspirations que nous portons.

PRÉPARER LA RÉSISTANCE, CONSTRUIRE LA VICTOIRE

Notre premier devoir est de tout faire pour gagner. De nous organiser, de convaincre et de rassembler pour construire une victoire populaire et progressiste. Mais la responsabilité exige aussi de nous préparer à toutes les hypothèses, y compris celle que l'extrême droite l'emporte. Cette éventualité mortifère est déjà préparée dans les esprits avec l'aide d'une machine médiatique et financière puissante. Si le pire se produit, il faudra savoir résister, protéger celles et ceux qui seront menacé-es, défendre nos droits et préparer les prochaines victoires. S'organiser pour résister, c'est se donner les moyens de ne jamais renoncer et de continuer à agir.

Pour cela, nous devons renforcer nos liens avec les associations, les syndicats et les forces politiques qui combattent l'extrême droite, en France comme ailleurs. Des initiatives comme « La Digue », lancée en mai 2025 par le député Pouria Amirshahi, en dessinent déjà le chemin, en organisant des rencontres avec des responsables politiques, intellectuel-les et acteurs de la société civile d'autres pays, pour ap-

prendre de leurs pratiques de résistance et construire des collaborations durables. Cette solidarité internationale doit devenir une pratique permanente de la gauche, pas seulement un réflexe de crise, afin de créer de véritables convergences progressistes et antifascistes qui dépassent les frontières nationales.

Nous devons aussi être présent-es là où les gens vivent, travaillent et se retrouvent. Soutenir les médias indépendants, combattre la désinformation, faire vivre nos idées dans les associations, les quartiers et les territoires. La bataille politique se gagne aussi dans la proximité et dans le quotidien, dans les récits et les représentations. C'est à cette condition que la gauche redeviendra une force capable d'incarner un projet suffisamment désirable pour que le plus grand nombre veuille le rejoindre.

Par-delà le martèlement des discours de haine, nous sommes la majorité. Celle qui aspire à une vie plus heureuse, plus douce, plus solidaire. Il s'agit maintenant de tracer ensemble un chemin d'espoir pour choisir le futur que nous voulons. Pour reprendre le pouvoir.

Venez, on le fait.

Remerciements :

Nous remercions chaleureusement Mélie Caul-Futy et l'équipe du Secrétariat Général de Génération-s, ainsi que l'ensemble des militant-es qui ont contribué, de près ou de loin, à la conception et à l'élaboration de ce manifeste.

Merci également aux nombreux-euses auteur-ices, chercheur-euses, syndicalistes et militant-es dont les travaux, les luttes et les réflexions ont nourri les nôtres.

Ce manifeste s'inscrit dans une histoire collective : celle de toutes celles et ceux qui, par leurs idées et leurs combats, travaillent à rendre possible un autre monde.

Conception graphique : Téo Faure

*Impression : La Maison des Impressions
Imprimé en France en septembre 2026*

"Par-delà le martèlement des discours
de haine, nous sommes la majorité.
Celle qui aspire à une vie plus
heureuse, plus juste, plus solidaire.
Il s'agit maintenant de tracer ensemble
un chemin d'espoir pour choisir
le futur que nous voulons. Pour
reprendre le pouvoir.

Venez, on le fait"

